

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 216

29 janvier 2013

### SOMMAIRE

Compagnie de Construction Collinaire S.A. ....	10323	Jarden Lux Holdings S.à r.l. ....	10344
Crestchan Participations S.à r.l. ....	10335	Jardipal Spf S.A. ....	10345
Crestchan Participations S.A. SPF ....	10335	Jarnac S.A. ....	10345
Dame Blanche S.à r.l. ....	10368	JCP Invest S.A. ....	10359
Dynamic Investment Management S.C.A. ....	10345	JFL Invest ....	10359
Encore Plus Properties II S.à r.l. ....	10361	JKV European Investments S.A. ....	10359
Heba-CM S.A. ....	10322	Job Networks Group S.A. ....	10359
Henry J. and Erna D. Leir Foundation ....	10322	K4 Communications S.A. ....	10365
IH Luxholding S.à r.l. ....	10332	Kafi Finance ....	10360
Imagion Digital Services S.à r.l. ....	10332	Kaynes Capital S.à r.l. ....	10360
IMMO 73 S.à r.l. ....	10333	KBC Money ....	10360
Immobilière de Lintgen S.A. ....	10333	Killdam Holdings S.A. ....	10361
Imprimerie Fr. Faber ....	10333	Killdam Holdings S.A. ....	10361
Imprimerie Fr. Faber ....	10333	Kirschberg Properties S.à r.l. ....	10360
Industrial Supplies Luxembourg S.à r.l. ....	10334	Kirschberg Properties S.à r.l. ....	10359
Industrial Technology Enterprise S.A. ....	10334	Kitty Music S.à r.l. ....	10361
Innoco S.A. ....	10334	Kohl & Partner S.A. ....	10365
Inter Globe Trust Spf S.A. ....	10334	Koppelwee S.à r.l. ....	10364
International Courtage Invest S.E. ....	10335	Koulin SA ....	10365
International Flooring Systems S.A. ....	10335	Kymco Lux S.A. ....	10365
Interstück S.A. ....	10342	Lamazère Spf S.A. ....	10368
INVESCO European Hotel Real Estate II S.à r.l. ....	10332	La Surveillance Luxembourgeoise S.A. ....	10367
Investor Luxembourg S.A. ....	10343	Lehwood Holdings S.à r.l. ....	10366
Invest Solar S.A. ....	10343	Les Comptoirs des Andes S.A. ....	10366
Invicta-Art S.à r.l. ....	10343	Les Comptoirs des Andes S.A. ....	10366
IPEF III Holdings N° 11 S.A. ....	10344	Levanter Real 3 S.à r.l. ....	10366
Italianstyle S.A. ....	10344	Lieb S.A. ....	10366
Itesa S.A. ....	10344	Lion/Hotel Lux 1 ....	10367
Jalfin S.A. ....	10345	Lion/Hotel Lux 1 ....	10367
		Lion/Hotel Lux 1 ....	10368
		London Hanover Street S.à r.l. ....	10368

**Heba-CM S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 144.612.

*Extrait de l'assemblée générale extraordinaire*

L'Assemblée a décidée de démissionner à partir du 21 Décembre 2012

Monsieur Herman Camiel BAERT, né à Gent, le 19 septembre 1938, demeurant à B-2820 Bonheiden, Molenlei 17.

L'Assemblée a décidée de nommer à partir du 21 Décembre 2012

Madame Sieglinde Strauss, entrepreneur, née 01.02.1967 à Landshut, (D) résidente Schlossstraße 11 a, D- 86556 Haslangkreit..comme administrateur

L'Assemblée a décidée de démissionner comme Commissaire à partir du 21 Décembre 2012

MONTEREY AUDIT SARL, ayant son siège à L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

L'Assemblée a décidée de nommer comme Commissaire à partir du 21 Décembre 2012

MARC KERNEL., expert-comptable. 6, rue Enz. L-5532., Remich

Pour EXTRAIT CONFORME

Luxembourg, le 21 Décembre 2012.

Référence de publication: 2012169701/19.

(120224429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

**Henry J. and Erna D. Leir Foundation, Fondation.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35, avenue John F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg G 21.

Constituée suivant acte reçu par Maître Marie-Antoine-Paul-Octave-Roger Wurth, notaire de résidence à Luxembourg-Eich, en date du 14 mars 1972, publié au Mémorial C no 108 du 28 juillet 1972.

*Bilan au 31 décembre 2011  
(exprimé en EUR)*

ACTIF		PASSIF	
Portefeuille .....	1.093.371,16	Excédent d'Actif .....	2.074.044,06
Comptes Financiers .....	983.762,38	Dettes .....	3.426,96
Comptes de régularisation .....	337,48		
	<u>2.077.471,02</u>		<u>2.077.471,02</u>

*Compte de recettes et de dépenses  
(exprimé en EUR)*

DEPENSES		RECETTES	
Frais Généraux .....	31.683,64	Intérêts reçus .....	11.510,80
Subventions payées .....	40.000,00	Rev. s/Portefeuille .....	598,77
Différence de change .....	33.077,50	Excédent des dépenses .....	92.651,57
	<u>104.761,14</u>		<u>104.761,14</u>

*Budget de l'exercice 2012  
(exprimé en EUR)*

DEPENSES		RECETTES	
Frais Généraux .....	25.000,00	Intérêts et Div. ....	7.000,00
Subventions .....	40.000,00	Excédent .....	58.000,00
	<u>65.000,00</u>		<u>65.000,00</u>

**CONSEIL D'ADMINISTRATION**

- M. Jacques LOESCH, Président du Conseil d'Administration
- M. Arthur HOFFMAN, Administrateur
- M. Lucien DALSCHEID, Administrateur
- M. Paul-Henri MEYERS, Administrateur
- Mme Mady MOYSE-JACOB, Administrateur
- Mlle Margot GIBIS, Administrateur

- M. Tom LOESCH, Administrateur
- M. Alain MEYER, Administrateur

Pour copie conforme  
FIDUCIAIRE CONTINENTALE  
Société Anonyme  
Signature

Référence de publication: 2012169703/42.

(120224634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

**Compagnie de Construction Collinaire S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 57.045.

L'an deux mille douze, le sept décembre.

Pardevant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une Assemblée Générale Extraordinaire de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de "COMPAGNIE DE CONSTRUCTION COLLINAIRE SA" R.C.S. LUXEMBOURG Numéro B 57045 ayant son siège social à Luxembourg au 18, rue de l'Eau, constituée par acte de Maître Camille HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg en date du 21 novembre 1996, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 72 du 15 février 1997.

Les statuts de la société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois par acte du notaire instrumentaire en date du 9 décembre 2010, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 196 du 1<sup>er</sup> février 2011.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Michael ZIANVENI, juriste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L - 1449 Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire, Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, domicilié professionnellement au 74, Avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur, Monsieur Raymond THILL, Maître en Droit, domicilié professionnellement au 74, Avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les six cent cinquante (650) actions sans désignation de valeur nominale, représentant l'intégralité du capital social de quatre cent trente-trois mille trois cents euros (EUR 433.300,-) sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduits, tous les actionnaires représentés ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est conçu comme suit:

1. Réduction du capital social à concurrence d'un montant total de trois cent trente-trois mille trois cents euros (EUR 333.300,-) pour le porter de son montant actuel de quatre cent trente-trois mille trois cents euros (EUR 433.300,-) représenté par six cent cinquante (650) actions sans valeur nominale, à cent mille euros (EUR 100.000,-) par compensation des pertes existantes au 30 novembre 2012 d'un montant de deux cent trente-trois mille deux cent soixante-treize euros et quatorze centimes (EUR 233.273,14) et par affectation à une réserve librement distribuable d'un montant de cent mille vingt-six euros et quatre-vingt-six centimes (EUR 100.026,86)

2. Approbation du bilan de clôture de la société luxembourgeoise;

3. Transfert du siège social de Luxembourg vers l'Italie, et adoption de la forme juridique d'une société à responsabilité limitée (SRL) selon le droit italien.

4. Fixation du siège social à Brescia, Via Aurelio Saffi, 15 cap 25121.

5. Modification de la dénomination sociale en "IL COLLE S.R.L."

6. Démission de quatre administrateurs en place et décharge à leur donner pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

7. Démission du commissaire aux comptes en place, décharge à lui donner pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

8. Refonte complète des statuts pour les adapter au droit italien.

9. Nomination d'un administrateur unique;

10. Mandat à donner aux fins d'opérer toutes formalités nécessaires à la radiation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

11. Effet juridique relative aux résolutions prises.

12. Mandat à donner à la société Gestioni Amministrative SRL aux fins de procéder à toutes formalités nécessaires à l'inscription de la société au Registre du Commerce italien et aux fins de convoquer une assemblée générale extraordinaire en Italie afin de confirmer le transfert de siège en Italie et d'adapter les statuts de la société à la législation italienne.

13. Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Assemblée décide de réduire le capital social de la Société à concurrence d'un montant total de trois cent trente-trois mille trois cents euros (EUR 333.300,-),

pour le ramener de son montant actuel de quatre cent trente-trois mille trois cents euros (EUR 433.300,-) à cent mille euros (EUR 100.000,-),

sans annulations d'actions mais par la seule réduction du pair comptable des 650 actions existantes à due concurrence, en vue de compenser des pertes cumulées au 31 décembre 2011 à concurrence de deux cent cinq mille huit cent cinquante-neuf euros et cinquante-six cents (EUR 205.859,56) dans les conditions de l'article 69 (4) de la loi sur les sociétés,

et constituer, avec le solde restant de la réduction, soit la somme de cent vingt-sept mille quatre cent quarante euros et quarante-quatre cents (EUR 127.440,44), un compte de réserve spécial, dont il ne pourra être disposé que pour compenser des pertes subies et constatées suite à un état comptable arrêté au 30 novembre 2012, dans les conditions de l'article 69 (2) de la loi sur les sociétés,

La preuve de l'existence des pertes réalisées au 31 décembre 2011, a été donnée au notaire instrumentaire par la remise d'un bilan au 31 décembre 2011 dûment approuvé par l'assemblée générale annuelle en date du 31 mai 2012, et la preuve de l'existence des pertes subies et constatées au 30 novembre 2012, à été donnée au notaire instrumentaire par la remise d'une situation intermédiaire au 30 novembre 2012.

*Deuxième résolution*

L'assemblée générale approuve le bilan de clôture (situation) au 7 décembre 2012 de la société au Luxembourg, lequel, après avoir été signé ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexé au présent acte pour être enregistré en même temps.

*Troisième résolution*

L'Assemblée décide de transférer le siège social de la société en Italie, sans dissolution préalable de la Société, laquelle continuera l'activité avec tous les actifs et passifs existants de la Société, et continuera son existence sous la forme juridique d'une société à responsabilité limitée (SRL) selon le droit Italien.

*Quatrième résolution*

L'Assemblée décide d'établir le siège social de la société en Italie à Brescia, Via Aurelio Saffi, 15 cap 25121.

La Société ne maintiendra pas de succursale ou d'autre entité juridique au Luxembourg.

*Cinquième résolution*

L'Assemblée décide de changer la dénomination sociale en "IL COLLE S.r.l."

*Sixième résolution*

Il est pris acte de la démission de quatre administrateurs en place:

- Monsieur Marc KOEUNE, économiste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg,
- Madame Michaël ZIANVENI, juriste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L- 1449 Luxembourg,
- Monsieur Jean-Yves NICOLAS, employé privé, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg,
- Monsieur Sébastien GRAVIÈRE, juriste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L- 1449 Luxembourg.

Par vote spécial, il leur est donné décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

*Septième résolution*

Il est pris acte de la démission du commissaire aux comptes en place:

la société CeDerLux-Services S.à r.l., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Par vote spécial, il lui est donné décharge pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

*Huitième résolution*

Les statuts, complètement refondus afin d'être adaptés à la législation italienne, auront désormais le teneur suivante:

## STATUTO

## «Statuto di Società a Responsabilità limitata»

**Art. 1. Denominazione.** La società è denominata  
"IL COLLE S.R.L."

**Art. 2. Oggetto.** La società ha per oggetto le seguenti attività:

- l'assunzione e gestione di partecipazioni, anche azionarie in altre società o enti, con attività commerciale, industriale, agricola o finanziaria, sia in Italia sia all'Estero, nonché il finanziamento ed il coordinamento tecnico delle stesse società od enti nei quali partecipa;

- la compravendita di aree edificabili e di immobili, la costruzione di immobili ad uso civile abitazione, industriale e commerciale e la loro ristrutturazione, nonché la locazione a terzi degli stessi;

- le attività dei servizi alla persona ed in particolare la gestione di saloni di parrucchiere per uomo e donna, saloni di barbieri, di manicure e pedicure, di istituti di bellezza e di centri di estetica sia maschili sia femminili, compresa la gestione di solarium nonché trattamenti di cosmesi, e ancora ogni attività diretta al mantenimento dell'efficienza fisica e relax; la gestione di palestre, impianti sportivi polivalenti e piscine; il commercio dei prodotti relativi alle attività suddette;

- l'attività di commercio al dettaglio di materiale per ottica, fotografia, cinematografia e strumenti di precisione.

Per il raggiungimento dell'oggetto sociale e nei limiti fissati dalle vigenti leggi la società può, inoltre, compiere tutte le operazioni commerciali, industriali, mobiliari, immobiliari e bancarie, comprese il rilascio di fidejussioni e/o garanzie reali anche a favore di terzi, che saranno ritenute utili ed opportune dagli amministratori.

Il tutto con esclusione esplicita delle operazioni di raccolta del risparmio riservate ad Istituti di Credito, di quelle riportate dall'art. 2 del R.D. 12 marzo 1936 n. 375, di intermediazioni mobiliari nei confronti del pubblico riportate dalla legge 2 gennaio 1991 n. 1 (S.I.M.) nonché di operazioni finanziarie e di partecipazione per come riportate dal D.L. 3 maggio 1991 n. 143 ed altre norme in merito.

**Art. 3. Sede.** La società ha sede in Brescia (BS) all'indirizzo risultante dalla apposita iscrizione eseguita presso il registro delle Imprese a sensi dell'art. 111 ter disposizioni di attuazione del codice civile.

L'Organo Amministrativo ha facoltà di istituire e di sopprimere ovunque unità locali operative (ad esempio succursali, filiali o uffici amministrativi senza stabile rappresentanza) ovvero di trasferire la sede sociale nell'ambito del Comune sopra indicato; spetta invece ai soci deliberare la istituzione di sedi secondarie o il trasferimento della sede in Comune diverso da quello sopra indicato.

**Art. 4. Durata.** La durata della società è stabilita sino al 31 dicembre 2050, ma potrà essere prorogata o anche anticipatamente sciolta con deliberazione dell'assemblea dei soci a termine di legge.

**Art. 5. Capitale.** Il capitale sociale è di EURO 100.000,00 (centomila/00).

Le partecipazioni dei soci possono essere determinate anche in misura non proporzionale ai rispettivi conferimenti, sia in sede di costituzione che di modifiche del capitale sociale. Ciascun Socio si assume l'obbligo di mettere a disposizione della Società, in proporzione alla quota sociale posseduta, con le modalità e nei termini stabiliti eventualmente in apposite delibere o regolamenti approvati dal Consiglio di amministrazione, le risorse di qualsivoglia natura occorrenti per la gestione della Società e mirate al conseguimento dell'oggetto sociale.

Per le decisioni di aumento e riduzione del capitale sociale si applicano gli articoli 2481 e seguenti del c.c.

Salvo il caso di cui all'articolo 2482 -ter ce, gli aumenti del capitale possono essere attuati anche mediante offerta di partecipazioni di nuova emissione a terzi; in tal caso, spetta ai soci che non hanno concorso alla decisione il diritto di recesso a norma dell'art. 2473 ce

Nel caso di riduzione per perdite che incidono sul capitale sociale per oltre un terzo, il deposito presso la sede sociale della documentazione prevista dall'articolo 2482-bis, comma secondo ce, in previsione dell'assemblea ivi indicata, può essere omesso.

La società potrà acquisire dai soci versamenti e finanziamenti, a titolo oneroso o gratuito, con o senza obbligo di rimborso, nel rispetto delle normative vigenti, con particolare riferimento a quelle che regolano la raccolta di risparmio tra il pubblico. E' attribuita alla competenza dei soci l'emissione dei titoli di debito di cui all'articolo 2483 c.c.

La deliberazione di emissione dei titoli di debito deve essere in ogni caso verbalizzata da notaio, ed iscritta a cura degli amministratori nel Registro delle Imprese.

**Art. 6. Domiciliazione.** Il domicilio dei soci, degli amministratori e dei membri dell'organo di controllo, se nominati, per i loro rapporti con la società, è quello che risulta dal Registro Imprese.

Per domicilio si intende non solo l'indirizzo, ma anche il numero di fax e l'indirizzo di posta elettronica.

**Art. 7. Trasferimento delle partecipazioni per atto tra vivi.** I trasferimenti delle partecipazioni per atto tra vivi sono soggetti alla seguente disciplina.

Per "partecipazione" (o "partecipazioni") si intende la partecipazione di capitale spettante a ciascun socio ovvero parte di essa in caso di trasferimento parziale e/o anche i diritti di sottoscrizione alla stessa pertinenti.

Nella dizione "trasferimento per atto tra vivi" s'intendono compresi tutti i negozi di alienazione, nella più ampia accezione del termine e quindi, oltre alla vendita, a puro titolo esemplificativo, i contratti di permuta, conferimento, dazione in pagamento, trasferimento del mandato fiduciario e donazione. L'intestazione a società fiduciaria o la reintestazione, da parte della stessa (previa esibizione del mandato fiduciario) agli effettivi proprietari non è soggetta a quanto disposto dal presente articolo.

Nell'ipotesi di trasferimento eseguito senza l'osservanza di quanto di seguito prescritto, l'acquirente non sarà legittimato all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi e non potrà alienare la partecipazione con effetto verso la società. Le partecipazioni sono divisibili e trasferibili liberamente solo a favore di altri soci.

In qualsiasi altro caso di trasferimento delle partecipazioni, ai soci spetta il diritto di prelazione per l'acquisto; ai fini della presente disposizione si ha riguardo a coloro che rivestono la qualità di socio sulla base delle risultanze del Registro delle Imprese, ovvero che giustificano la propria qualità di socio esibendo un titolo di acquisto debitamente depositato al Registro delle Imprese.

Pertanto, il socio che intenda alienare la propria partecipazione dovrà comunicare la propria offerta a mezzo lettera raccomandata all'organo amministrativo: l'offerta deve contenere le generalità del cessionario e le condizioni della cessione, fra le quali, in particolare, il prezzo e le modalità di pagamento. L'organo amministrativo, entro cinque giorni dal ricevimento della raccomandata, comunicherà l'offerta agli altri soci.

Ogni socio interessato all'acquisto dovrà far pervenire all'organo amministrativo la dichiarazione di esercizio della prelazione con lettera raccomandata consegnata alle poste non oltre trenta giorni dalla data di ricevimento (risultante dal timbro postale) della comunicazione da parte dell'organo amministrativo.

Nell'ipotesi di esercizio del diritto di prelazione da parte di più di un socio, la partecipazione offerta spetterà ai soci interessati in proporzione al valore nominale della partecipazione da ciascuno di essi posseduta.

Se qualcuno degli aventi diritto alla prelazione non possa o non voglia esercitarla, il diritto a lui spettante si accresce automaticamente e proporzionalmente a favore di quei soci che, viceversa, intendano valersene e che non vi abbiano espressamente e preventivamente rinunciato all'atto dell'esercizio della prelazione loro spettante.

La prelazione dev'essere esercitata per il prezzo indicato dall'offerente. Qualora il corrispettivo dell'alienazione sia di natura infungibile ovvero l'alienazione proposta avvenga per donazione, i soci potranno esercitare la prelazione versando la somma di denaro corrispondente al valore del corrispettivo che il socio intenzionato ad alienare avrà indicato nella comunicazione; in mancanza della suddetta indicazione, la comunicazione sarà considerata priva di effetti.

Qualora il prezzo o corrispettivo richiesto sia ritenuto eccessivo da uno qualsiasi dei soci che abbia manifestato nei termini e nelle forme di cui sopra la volontà di esercitare la prelazione, il prezzo della cessione sarà determinato dalle parti di comune accordo tra loro. Qualora non fosse raggiunto alcun accordo, le parti provvederanno alla nomina di unico arbitratore che stabilirà il prezzo di cessione con criteri equi ed obiettivi, tenendo conto della situazione patrimoniale della società, della sua redditività, del valore dei beni materiali ed immateriali da essa posseduti, della sua posizione nel mercato nonché del prezzo e delle condizioni offerti dal potenziale acquirente, ove egli appaia di buona fede, e di ogni altra circostanza e condizione che viene normalmente tenuta in considerazione ai fini della determinazione del valore di partecipazioni societarie.

Se nessun socio eserciti la prelazione con le modalità indicate, la partecipazione è liberamente trasferibile a condizione che:

- la cessione si perfezioni entro sessanta giorni dalla scadenza del termine previsto per l'esercizio del diritto di prelazione;
- il prezzo o il corrispettivo di cessione non sia inferiore a quello specificato nella comunicazione di cui sopra;
- l'eventuale cessionario sia quello indicato nella summenzionata comunicazione.

In caso di mancata vendita le spese di arbitrato sono a carico del socio che intendeva cedere.

**Art. 8. Clausola di gradimento.** Qualora il socio intenda cedere a qualsiasi titolo l'intera propria partecipazione o parte di essa ad un soggetto estraneo alla compagine sociale e gli altri soci nel termine previsto al precedente articolo 7 non hanno esercitato il diritto di prelazione, nè hanno sollevato eccezione di eccessiva onerosità del prezzo, ai fini dell'efficacia nei confronti della società del trasferimento delle partecipazioni, occorre comunque sia manifestato il gradimento con decisione dei soci che rappresentino la maggioranza del capitale sociale, escluso il voto del socio che intende cedere la propria partecipazione. All'uopo l'assemblea dovrà deliberare nel termine di 30 (trenta) giorni dalla scadenza del termine per l'esercizio della prelazione.

In caso di mancato gradimento, l'assemblea contestualmente indicherà un soggetto gradito che acquisti la partecipazione oggetto di cessione alle condizioni e nei tempi indicati nella comunicazione di cui al precedente articolo 7.

Nell'eventualità che nel termine indicato al precedente comma l'assemblea non abbia indicato un acquirente gradito, ovvero qualora l'acquirente indicato dall'assemblea non proceda effettivamente all'acquisto ed al relativo pagamento alle condizioni e nei tempi indicati nella comunicazione di cui al precedente articolo 7, il socio cedente dovrà alienare al terzo la propria partecipazione entro sessanta giorni.

**Art. 9. Morte del socio.** In caso di morte di uno dei soci gli altri devono decidere se:

- liquidare la quota agli eredi;

- continuare la società anche con uno, più o tutti gli eredi del defunto;
- sciogliere la società;
- in caso di liquidazione gli eredi avranno diritto al rimborso della partecipazione del socio defunto in proporzione al patrimonio sociale; esso a tal fine è determinato a sensi del successivo art. 12.

Le decisioni circa la continuazione o la liquidazione della partecipazione del socio defunto saranno assunte dai soci, senza tener conto, ai fini del calcolo della maggioranza, della partecipazione del socio defunto. In caso di continuazione della società con più eredi del socio defunto gli stessi dovranno nominare un rappresentante comune.

**Art. 10. Recesso.** Ai soci spetta il diritto di recedere nelle ipotesi e con le modalità previste dalla legge a decorrere dalla scadenza dell'anno di iscrizione al registro imprese, salvo l'assenso unanime degli altri soci.

Il socio che intende recedere dalla società deve darne comunicazione all'organo amministrativo mediante lettera inviata con raccomandata con ricevuta di ritorno.

La raccomandata deve essere inviata entro trenta giorni dall'iscrizione nel registro imprese o, se non prevista, dalla trascrizione nel libro delle decisioni dei soci della decisione che lo legittima, con l'indicazione delle generalità del socio recedente, del domicilio per le comunicazioni inerenti al procedimento.

Se il fatto che legittima il recesso è diverso da una decisione, esso può essere esercitato non oltre trenta giorni dalla sua conoscenza da parte del socio.

L'organo amministrativo è tenuto a comunicare ai soci i fatti che possono dare luogo all'esercizio del recesso entro trenta giorni dalla data in cui ne è venuto esso stesso a conoscenza. Il recesso si intende esercitato il giorno in cui la comunicazione è pervenuta alla sede della società. Dell'esercizio del diritto di recesso deve essere data comunicazione al Registro Imprese. Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato, è privo di efficacia se, entro novanta giorni dall'esercizio del recesso, la società revoca la delibera che lo legittima ovvero se è deliberato lo scioglimento della società.

**Art. 11. Esclusione.** Non sono previste specifiche ipotesi di esclusione del socio per giusta causa.

**Art. 12. Liquidazione delle partecipazioni.** In caso di recesso o di esclusione o di morte del socio, la partecipazione sarà rimborsata al socio o ai suoi eredi in proporzione del patrimonio sociale.

Il patrimonio della società è determinato dall'organo amministrativo, sentito il parere dei membri dell'organo di controllo, se nominati, tenendo conto del valore di mercato della partecipazione riferito al momento di efficacia del recesso determinato ai sensi del precedente articolo 9, ovvero al momento in cui si è verificata l'esclusione o si è aperta la successione.

Ai fini della determinazione del valore di mercato occorre aver riguardo alla consistenza patrimoniale della società e alle sue prospettive reddituali.

In caso di disaccordo, la valutazione delle partecipazioni, secondo i criteri sopra indicati e tenuto conto di eventuali patti parasociali, è effettuata, tramite relazione giurata, da un esperto nominato congiuntamente o, in caso di disaccordo, dal Tribunale nella cui circoscrizione si trova la sede legale della società. Si applica il primo comma dell'articolo 1349 c.c.

Salvo diverso accordo tra le parti il rimborso delle partecipazioni deve essere eseguito entro 24 (ventiquattro) mesi dall'evento dal quale consegue la liquidazione.

Il rimborso può avvenire mediante acquisto da parte degli altri soci proporzionalmente alle loro partecipazioni o da parte di un terzo concordemente individuato dai soci medesimi. Qualora ciò non avvenga, il rimborso è effettuato utilizzando riserve disponibili o in mancanza riducendo il capitale sociale corrispondentemente.

Tuttavia se a seguito del rimborso della quota del socio receduto da parte della società, il capitale nominale si dovesse ridurre al di sotto del minimo legale, tutti i soci superstiti dovranno provvedere, in proporzione alle rispettive quote di partecipazione, ai conferimenti necessari al fine di ricostituire il capitale ad importo non inferiore al minimo legale ovvero dovranno provvedere alla trasformazione o allo scioglimento della società.

**Art. 13. Unico socio.** Quando l'intera partecipazione appartiene ad un solo socio o muta la persona dell'unico socio, gli amministratori devono effettuare gli adempimenti previsti ai sensi dell'articolo 2470 c.c. Quando si costituisce o ricostituisce la pluralità dei soci, gli amministratori devono depositare la relativa dichiarazione per l'iscrizione nel registro delle imprese.

L'unico socio o colui che cessa di essere tale può provvedere alla pubblicità prevista nei commi precedenti.

**Art. 14. Amministratori.** La società può essere amministrata, alternativamente, su decisione dei soci in sede della nomina:

- a. da un amministratore unico;
- b. da un consiglio di amministrazione composto da due a nove amministratori, secondo il numero determinato dai soci al momento della nomina;
- c. da due o più amministratori con poteri da esercitarsi congiuntamente, disgiuntamente o a maggioranza.

Qualora vengano nominati due o più amministratori senza alcuna indicazione relativa alle modalità di esercizio dei poteri di amministrazione, si intende costituito un consiglio di amministrazione.

Gli amministratori possono essere anche non soci.

Non si applica agli amministratori il divieto di concorrenza di cui all'articolo 2390 c.c.

**Art. 15. Attribuzione di particolari diritti amministrativi a singoli soci.** Per introdurre, modificare o sopprimere l'attribuzione a singoli soci di particolari diritti riguardanti l'amministrazione della società o la distribuzione degli utili, ai sensi del terzo comma dell'articolo 2468 ce, è necessario il consenso di tutti i soci. Tali diritti non saranno in ogni caso trasferibili in conseguenza di trasferimento della partecipazione sociale.

**Art. 16. Durata della carica, Revoca, Cessazione.** Gli amministratori restano in carica fino a revoca o dimissioni o per il periodo determinato dai soci al momento della nomina. Gli amministratori sono rieleggibili.

La cessazione degli amministratori per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il nuovo organo amministrativo è stato ricostituito.

Salvo quanto previsto al successivo comma, se nel corso dell'esercizio vengono a mancare uno o più amministratori (purché non rappresentino la metà degli amministratori in caso di numero pari o la maggioranza degli stessi, in caso di numero dispari) gli altri provvedono a sostituirli; gli amministratori così nominati restano in carica sino alla prossima assemblea.

Nel caso di nomina del consiglio di amministrazione, se per qualsiasi causa viene meno la metà dei consiglieri, in caso di numero pari, o la maggioranza degli stessi, in caso di numero dispari, si applica l'articolo 2386 c.c.

**Art. 17. Consiglio di amministrazione.** Qualora non vi abbiano provveduto i soci al momento della nomina, il consiglio di amministrazione elegge fra i suoi membri un presidente.

**Art. 18. Adunanze del consiglio di amministrazione.** Il presidente convoca il consiglio di amministrazione, ne fissa l'ordine del giorno, ne coordina i lavori e provvede affinché tutti gli amministratori siano adeguatamente informati sulle materie da trattare.

La convocazione avviene mediante avviso spedito a tutti gli amministratori, membri dell'organo di controllo, se nominati, con qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, almeno tre giorni prima dell'adunanza e, in caso di urgenza, almeno un giorno prima. Nell'avviso vengono fissati la data, il luogo e l'ora della riunione, nonché l'ordine del giorno. Il consiglio si raduna presso la sede sociale o anche altrove, purché in Italia, o nel territorio di un altro stato membro dell'Unione Europea.

Le adunanze del consiglio e le sue deliberazioni sono valide, anche senza convocazione formale, quando intervengono tutti i consiglieri in carica e i membri dell'organo di controllo, se nominati.

Per la validità delle deliberazioni del consiglio di amministrazione, assunte con adunanza dello stesso, si richiede la presenza effettiva della maggioranza dei suoi membri in carica; le deliberazioni sono prese con la maggioranza assoluta dei voti dei presenti. In caso di parità di voti, la proposta si intende respinta.

Delle deliberazioni della seduta si redigerà un verbale firmato dal presidente e dal segretario se nominato che dovrà essere trascritto nel libro delle decisioni degli amministratori. Le riunioni del consiglio di amministrazione si possono svolgere anche mediante mezzi di telecomunicazione (audioconferenza o videoconferenza), alle seguenti condizioni di cui si darà atto nei relativi verbali:

- che siano presenti nello stesso luogo il presidente ed il segretario della riunione che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale, dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo;
- che sia consentito al presidente della riunione di accertare l'identità degli intervenuti, regolare lo svolgimento della riunione, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti;
- che siano indicati nell'avviso di convocazione i luoghi, audio o video collegati a cura della società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove sarà presente il presidente ed il segretario.

**Art. 19. Poteri dell'organo amministrativo.** L'organo amministrativo ha tutti i poteri per l'amministrazione ordinaria e straordinaria della società, salvo eventuali limiti determinati dall'assemblea al momento della nomina.

Nel caso di nomina del consiglio di amministrazione, questo può delegare tutti o parte dei suoi poteri ad un comitato esecutivo composto da alcuni dei suoi componenti, ovvero ad uno o più dei suoi componenti, anche disgiuntamente. In questo caso si applicano le disposizioni contenute nei commi terzo, quinto e sesto dell'articolo 2381 c.c. Non possono essere delegate le attribuzioni indicate nell'articolo 2475, comma quinto c.c. Nel caso di consiglio di amministrazione formato da due membri, qualora gli amministratori non siano d'accordo circa la eventuale revoca di uno degli amministratori delegati, entrambi i membri del consiglio decadono dalla carica e devono entro trenta giorni sottoporre alla decisione dei soci la nomina di un nuovo organo amministrativo.

Nel caso di nomina di più amministratori, al momento della nomina 1 poteri di amministrazione possono essere attribuiti agli stessi congiuntamente, disgiuntamente o a maggioranza, ovvero alcuni poteri di amministrazione possono essere attribuiti in via disgiunta e altri in via congiunta. In mancanza di qualsiasi precisazione nell'atto di nomina, in ordine alle modalità di esercizio dei poteri di amministrazione, detti poteri si intendono attribuiti agli amministratori congiuntamente tra loro. Nel caso di amministrazione congiunta, i singoli amministratori non possono compiere alcuna operazione,

salvi i casi in cui si renda necessario agire con urgenza per evitare un danno alla società. Possono essere nominati direttori, institori o procuratori per il compimento di determinati atti o categorie di atti, determinandone i poteri.

Qualora l'amministrazione sia affidata disgiuntamente a più amministratori, in caso di opposizione di un amministratore all'operazione che un altro intende compiere, competenti a decidere sull'opposizione sono i soci.

**Art. 20. Rappresentanza.** L'amministratore unico ha la rappresentanza della società. In caso di nomina del consiglio di amministrazione, la rappresentanza della società spetta al presidente del consiglio di amministrazione ed ai singoli consiglieri delegati, se nominati. Nel caso di nomina di più amministratori, la rappresentanza della società spetta agli stessi congiuntamente o disgiuntamente, allo stesso modo in cui sono stati attribuiti in sede di nomina i poteri di amministrazione.

La rappresentanza della società spetta anche ai direttori, agli institori e ai procuratori, nei limiti dei poteri loro conferiti nell'atto di nomina.

La rappresentanza della società in liquidazione spetta al liquidatore o al presidente del collegio dei liquidatori e agli eventuali altri componenti il collegio di liquidazione con le modalità e i limiti stabiliti in sede di nomina.

**Art. 21. Compensi degli amministratori.** Agli amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per ragioni del loro ufficio.

I soci possono inoltre assegnare agli amministratori un'indennità annuale in misura fissa, ovvero un compenso proporzionale agli utili netti di esercizio, nonché determinare un'indennità per la cessazione dalla carica e deliberare l'accantonamento per il relativo fondo di quiescenza con modalità stabilite con decisione dei soci.

**Art. 22. Organo di controllo e Revisione legale dei conti.** Il controllo della società può essere affidato, a scelta e per decisione dell'assemblea dei soci:

- o ad un Organo costituito da un solo membro Effettivo e, ove consentito dalla vigente normativa, da uno Supplente, entrambi iscritti nell'apposito Registro;
- o ad un Organo di Controllo composto da tre membri effettivi e due supplenti, anch'essi iscritti nell'apposito Registro;
- oppure da un Revisore Legale o da una società di revisione. All'Organo di controllo, - nei casi consentiti dalla legge - viene affidata anche la revisione legale dei conti.

La nomina dell'Organo di controllo è in ogni caso obbligatoria nelle ipotesi previste dall'art. 2477 cod. civ..

Si applicano, anche con riferimento alle competenze, ai poteri ed alla revisione legale dei conti, le disposizioni previste per le società per azioni e la normativa in materia di organi di controllo e di revisione legale dei conti, in quanto compatibili. Le riunioni dell'Organo di Controllo possono tenersi anche con mezzi di telecomunicazione; in tal caso si applicano le disposizioni sopra previste in materia di organo amministrativo. Per tutto quanto non espressamente qui previsto, si fa comunque riferimento alla normativa tempo per tempo prevista in materia di Organo di Controllo e revisione legale dei conti.

**Art. 23. Decisioni dei soci.** I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dalla legge, dal presente statuto, nonché sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione. In ogni caso sono riservate alla competenza dei soci:

- a. l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili;
- b. la nomina degli amministratori e la struttura dell'organo amministrativo;
- c. la nomina dei membri dell'organo di controllo o del revisore;
- d. le modificazioni dello statuto;
- e. la decisione di compiere operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei soci, nonché l'assunzione di partecipazioni da cui derivi responsabilità illimitata per le obbligazioni della società partecipata;
- f. le decisioni in ordine all'anticipato scioglimento della società e alla sua revoca; la nomina, la revoca e la sostituzione dei liquidatori e i criteri di svolgimento della liquidazione; le decisioni che modificano le deliberazioni assunte ai sensi dell'art. 2487 primo comma c.c.;
- g. la decisione in ordine all'esclusione di un socio.

**Art. 24. Diritto di voto.** Hanno diritto di voto i soci iscritti nel Registro Imprese.

In ogni caso il voto compete a ciascun socio in misura proporzionale alla sua partecipazione.

**Art. 25. Assemblea.** L'assemblea deve essere convocata dall'organo amministrativo anche fuori dalla sede sociale, purché in Italia o nel territorio di un altro stato membro dell'Unione Europea.

In caso di impossibilità di tutti gli amministratori o di loro inattività, l'assemblea può essere convocata dall'organo di controllo, se nominato, o anche da un socio.

L'assemblea per l'approvazione del bilancio deve essere convocata almeno una volta all'anno entro 120 (centoventi) giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale, ovvero nel termine massimo di 180 (centottanta) giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale nei limiti e alle condizioni previste dal secondo comma dell'articolo 2364 ce

L'assemblea viene convocata con avviso spedito otto giorni o, se spedito successivamente, ricevuto almeno cinque giorni prima di quello fissato per l'adunanza, con lettera raccomandata, fax o messaggio di posta elettronica, fatto pervenire agli aventi diritto al domicilio risultante dal Registro Imprese.

Nell'avviso di convocazione devono essere indicati il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

Nell'avviso di convocazione può essere prevista una data ulteriore di seconda convocazione, per il caso in cui nell'adunanza prevista in prima convocazione l'assemblea non risulti legalmente costituita; comunque anche in seconda convocazione valgono le medesime maggioranze previste per la prima convocazione.

Anche in mancanza di formale convocazione l'assemblea si reputa regolarmente costituita quando ad essa partecipa l'intero capitale sociale e tutti gli amministratori e i membri dell'organo di controllo, se nominati, sono presenti o informati e nessuno si oppone alla trattazione dell'argomento. Se gli amministratori o i membri dell'organo di controllo, se nominati, non partecipano personalmente all'assemblea, dovranno rilasciare apposita dichiarazione scritta, da conservarsi agli atti della società, nella quale dichiarano di essere informati su tutti gli argomenti posti all'ordine del giorno e di non opporsi alla trattazione degli stessi.

L'assemblea dei soci può svolgersi anche mediante mezzi di telecomunicazione (audioconferenza o videoconferenza), e ciò alle seguenti condizioni, delle quali deve essere dato atto nei relativi verbali:

- che siano presenti nello stesso luogo il presidente ed il segretario della riunione, se nominato, che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale;
- che sia consentito al presidente dell'assemblea accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti;
- che siano indicati nell'avviso di convocazione i luoghi, audio o video collegati a cura della società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove sarà presente il presidente ed il segretario.

**Art. 26. Svolgimento dell'assemblea.** L'assemblea è presieduta dall'amministratore unico, dal presidente del consiglio di amministrazione (nel caso di nomina del consiglio di amministrazione) o dall'amministratore più anziano di età (nel caso di nomina di più amministratori con poteri disgiunti o congiunti). In caso di assenza o di impedimento di questi, l'assemblea è presieduta dalla persona designata dagli intervenuti.

Spetta al presidente dell'assemblea constatare la regolare costituzione della stessa, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, dirigere e regolare lo svolgimento dell'assemblea ed accertare e proclamare i risultati delle votazioni.

**Art. 27. Deleghe.** Ogni socio che abbia diritto di intervenire all'assemblea può farsi rappresentare anche da soggetto non socio per delega scritta, che deve essere conservata dalla società. Nella delega deve essere specificato il nome del rappresentante con l'indicazione di eventuali facoltà e limiti di subdelega.

Se la delega viene conferita per la singola assemblea ha effetto anche per la seconda convocazione.

E'ammessa anche una delega a valere per più assemblee, indipendentemente dal loro ordine del giorno.

La rappresentanza non può essere conferita ad amministratori, ai membri dell'organo di controllo o al revisore, se nominati.

**Art. 28. Quorum costitutivi e Deliberativi.** L'Assemblea, sia in prima che in seconda convocazione, è regolarmente costituita e delibera con l'intervento e con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino il 51% (cinquantuno per cento) del capitale sociale ad esclusione delle decisioni relative alle operazioni di seguito elencate per le quali il quorum minimo costitutivo e deliberativo è stabilito al 71% (settantuno per cento):

- modifica dello statuto;
- aumenti o riduzioni del capitale;
- trasformazione, fusione o scissione della società;
- trasferimento della sede sociale all'estero;
- scioglimento e liquidazione della società.

Restano comunque salve le altre disposizioni di legge o del presente statuto che, per particolari decisioni, richiedono diverse specifiche maggioranze o l'unanimità dei voti.

**Art. 29. Bilancio e utili.** Gli esercizi sociali si chiudono il trentuno dicembre di ogni anno. Gli utili netti risultanti dal bilancio, dedotto almeno il 5% (cinque per cento) da destinare a riserva legale fino a che questa non abbia raggiunto il quinto del capitale, verranno ripartiti tra i soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta.

**Art. 30. Scioglimento e Liquidazione.** La società si scioglie per le cause previste dalla legge. In tutte le ipotesi di scioglimento, l'organo amministrativo deve effettuare gli adempimenti pubblicitari previsti dalla legge nel termine di trenta giorni dal loro verificarsi.

L'assemblea, se del caso convocata dall'organo amministrativo, nominerà uno o più liquidatori determinandone i poteri.

**Art. 31. Clausola compromissoria.** Quallsiasi controversia dovesse insorgere tra i soci ovvero tra i soci e la società che abbia ad oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale, ad eccezione di quelle nelle quali la legge prevede l'intervento obbligatorio del pubblico ministero, dovrà essere risolta da un arbitro nominato dal Presidente dell'Ordine dei Dottori Commercialisti della provincia in cui la società ha la sede legale, il quale dovrà provvedere alla nomina entro novanta giorni dalla richiesta fatta dalla parte più diligente. Nel caso in cui il soggetto designato non vi provveda nel termine previsto, la nomina sarà richiesta, dalla parte più diligente, al Presidente del Tribunale del luogo in cui la società ha la sede legale.

La sede dell'arbitrato sarà presso il domicilio dell'arbitro.

L'arbitro dovrà decidere entro novanta giorni dalla nomina. L'arbitro deciderà in via irrituale secondo equità.

Resta fin d'ora stabilito irrevocabilmente che le risoluzioni e determinazioni dell'arbitro vincoleranno le parti.

L'arbitro determinerà come ripartire le spese dell'arbitrato tra le parti.

Sono soggette alla disciplina sopra prevista anche le controversie promosse da amministratori, liquidatori e sindaci ovvero quelle promosse nei loro confronti, che abbiano ad oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale.

**Art. 32. Disposizioni applicabili.** Per tutto quanto non previsto dal presente statuto si fa riferimento alle norme previste dal codice civile anche per le società a responsabilità limitata e, qualora nulla le stesse prevedano, a quelle dettate per le società per azioni.»

#### *Neuvième résolution*

En remplacement des administrateurs démissionnaires la personne suivante est nommée en qualité d'administrateur unique de la Société:

- Monsieur Emanuele CORSINI, né le 20 décembre 1966 à Calcinato (BS), Italie et résident à Calcinato, Via G. Morelli 11C

lequel mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice social de l'an 2014.

#### *Dixième résolution*

Mandat est donné à FIDUCENTER S.A., aux fins:

- D'opérer toutes formalités nécessaires à la radiation de la société au Registre du Commerce de Luxembourg dès réception de la preuve de l'inscription de la société au Registre du Commerce italien;

- De procéder la clôture du/des compte(s) bancaire(s) de la société.

- De procéder au transfert des soldes desdits comptes bancaires sur un compte à ouvrir au nom de la société désormais de nationalité italienne.

#### *Effet juridique:*

Les résolutions prises aux points 1 à 10 prendront effet à la date d'inscription de la société au Registre de Commerce en Italie.

#### *Onzième résolution*

L'assemblée confère tous pouvoirs à la société Gestioni Amministrative SRL ayant son siège social à Via Aurelio Saffi 15, 1-25121 Brescia, Italie, aux fins d'opérer toutes formalités nécessaires à l'inscription de la société au Registre du Commerce italien, avec faculté d'apporter toutes les modifications et signer individuellement tout document nécessaire et utile pour procéder à cette inscription.

#### *Confirmation*

Le notaire instrumentaire certifie sur la base de l'état patrimonial susvisé que le capital social d'un montant de cent mille euros (EUR 100.000,-) était intégralement souscrit et entièrement libéré lors du transfert de la société vers l'Italie Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'assemblée s'est terminée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: M. Zianveni, G. Saddi, R. Thill et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 10 décembre 2012. LAC/2012/58595. Reçu douze euros EUR 12,-

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Référence de publication: 2012164815/484.

(120218440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

**INVESCO European Hotel Real Estate II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 7.760.300,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 142.600.

*Auszug aus dem Protokoll des Beschlusses der Generalversammlung der Gesellschaft vom 19 Dezember 2012*

Der alleinige Gesellschafter der Gesellschaft hat am 19. Dezember 2012 beschlossen,

1. Herrn Dennis Twining als Geschäftsführer mit Wirkung zum 1. Dezember 2012 abuberufen;
2. Herrn Herbert Spangler als Geschäftsführer mit Wirkung zum 1. Dezember 2012 abuberufen;
3. Herrn Oliver Scholl, 'Associate Director', geboren am 14. April 1977 in Mainz, Deutschland, geschäftsansässig in Maffeistrasse 3, 80333 München, Deutschland, mit Wirkung zum 1. Dezember 2012 auf unbestimmte Zeit als Geschäftsführer zu ernennen;
4. Herrn Dirk von Thülen, geboren am 13. Februar 1967 in Varel, Deutschland, geschäftsansässig in Maffeistrasse 3, 80333 München, Deutschland, mit Wirkung zum 1. Dezember 2012 auf unbestimmte Zeit als Geschäftsführer zu ernennen;

Référence de publication: 2012169719/18.

(120224038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

**IH Luxholding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 163.287.

*Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 3 décembre 2012*

1. M. Jean-Christophe DAUPHIN a démissionné de son mandat de gérant de catégorie A.
2. Madame Urszula PRZYBYSLAWSKA, administrateur de sociétés, née à Debica (Pologne) le 27 janvier 1972, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommée comme gérante de catégorie A pour une durée indéterminée.
3. Monsieur Eriks MARTINOVSKIS, administrateur de sociétés, né à Ventspils (Lettonie) le 12 septembre 1980, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant de catégorie A pour une durée indéterminée,
4. Monsieur Mark GORHOLT, administrateur de sociétés, né à Trèves (Allemagne), le 26 novembre 1980, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant de catégorie B pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 27 décembre 2012.

Pour extrait sincère et conforme

Pour IH LUXHOLDING S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012169726/22.

(120224671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

**Imagion Digital Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6475 Echternach, 20, rue Rabatt.

R.C.S. Luxembourg B 146.051.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUDWIG CONSULT S.A.R.L.

EXPERT COMPTABLE - FIDUCIAIRE

31, OP DER HECKMILL - L-6783 GREVENMACHER

Signature

Référence de publication: 2012169728/13.

(120224509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

**IMMO 73 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 158.605.

—  
*Extrait des résolutions prises par l'Associé unique en date du 28 novembre 2012*

1. La démission de Monsieur Michel LOMZIK de son mandat de Gérant est actée avec effet au 28 novembre 2012.
2. Monsieur Pierre PARACHE, employé privé, né le 9 décembre 1977 à Libramont, Belgique, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est nommé Gérant en son remplacement pour une durée indéterminée.

Fait le 28 novembre 2012.

Certifié sincère et conforme

IMMO 73 S.à r.l.

P. MESTDAGH / P. PARACHE

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2012169731/18.

(120223505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**Immobilière de Lintgen S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7535 Mersch, 12, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 38.523.

—  
Les documents de clôture de l'année 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Mersch, le 27 décembre 2012.

Référence de publication: 2012169732/10.

(120224317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**Imprimerie Fr. Faber, Société Anonyme.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 22.529.

- 
- Constituée suivant acte reçu par Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 22 janvier 1985, publié au Mémorial, Recueil Spécial C n° 72 du 9 mars 1985.
  - Dernière modification des statuts par acte notarié de Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 16 décembre 2003, publié au Mémorial, Recueil Spécial C n° 150 du 5 février 2004.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires du 20 juin 2012 que la société FIDEWA-CLAR S.A., avec siège social à L-3364 Leudelange, 2-4, rue du Château d'Eau a été nommée comme réviseur d'entreprises agréé, en remplacement de la société COMPAGNIE LUXEMBOURGEOISE DES AUDITEURS REUNIS (CLAR) S.A.

La société FIDEWA-CLAR S.A. terminera le mandat du réviseur COMPAGNIE LUXEMBOURGEOISE DES AUDITEURS REUNIS (CLAR) S.A.

Mersch, le 13 août 2012.

Référence de publication: 2012169737/17.

(120224459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**Imprimerie Fr. Faber, Société Anonyme.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 22.529.

- 
- Constituée suivant acte reçu par Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 22 janvier 1985, publié au Mémorial, Recueil Spécial C n° 72 du 9 mars 1985.
  - Dernière modification des statuts par acte notarié de Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 16 décembre 2003, publié au Mémorial, Recueil Spécial C n° 150 du 5 février 2004.
- Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires du 20 juin 2012 que les mandats des administrateurs sont renouvelés pour une période de trois ans, à savoir:
- Madame Eliane Faber, demeurant à L-7521 Mersch, 45 rue des Champs, administratrice.

- Madame Myriam Faber, demeurant à L-7415 Brouch, 9 route d'Arlon, administratrice.
  - Monsieur François Faber, demeurant à L-7543 Berschbach, Koppelwee, administrateur.
  - Monsieur Claude Faber, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15 boulevard Roosevelt, administrateur et président.
  - Monsieur Fons Mangen, demeurant à L-9088 Ettelbrück, 147 rue de Warken, administrateur.
  - Monsieur Jean Bodoni, demeurant à L-8028 Strassen, 32 rue Mathias Goergen, administrateur.
- Tous ces mandats viendront à échéance lors de l'assemblée générale qui se tiendra en 2015.  
Mersch, le 13 août 2012.

Référence de publication: 2012169736/22.

(120224459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**Industrial Supplies Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7641 Christnach, 30, Marcel Greischer Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 108.296.

---

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Signature

Référence de publication: 2012169738/11.

(120223812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**Industrial Technology Enterprise S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 99.589.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012169739/10.

(120224793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**Innoco S.A., Société Anonyme Holding.**

R.C.S. Luxembourg B 69.135.

---

HRT FIDALUX SA, ayant son siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen (anciennement 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg), immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 41.178, agent domiciliataire de la société Innoco SA, une Société Anonyme, ayant son siège social au 23 Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 69.135 (la «Société»), a décidé de dénoncer le siège de la Société avec effet au 24 décembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 24 décembre 2012.

*Pour HRT FIDALUX S.A.*

Référence de publication: 2012169740/14.

(120223472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**Inter Globe Trust Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-5752 Frisange, 1, An de Gaalgen.

R.C.S. Luxembourg B 52.927.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012169741/9.

(120224308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**I.C.I. S.E., International Courtage Invest S.E., Société Européenne.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 140.629.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg.

Référence de publication: 2012169742/10.

(120224309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

**International Flooring Systems S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 157.729.

Les Comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 24/12/2012.

*Pour INTERNATIONAL FLOORING SYSTEMS S.A.*

J. REUTER

Référence de publication: 2012169743/12.

(120223755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

**Crestchan Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. Crestchan Participations S.A. SPF).**

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 134.300.

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND TWELVE,  
ON THE SIXTH DAY OF DECEMBER.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg,

was held the extraordinary general meeting of the shareholders (the Meeting) of the Luxembourg public limited liability company «CRESTCHAN PARTICIPATIONS S.A. SPF» (the Company), having its registered office at L-2165 Luxembourg, 26-28, rives de Clausen, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 134300, incorporated on November 20, 2007, pursuant to a notarial deed recorded by Maître Jacques DELVAUX, then notary residing Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, on January 11, 2008, number 76.

The articles of incorporation were modified pursuant to a deed of the undersigned notary on November 16, 2012, not yet published in the Mémorial C.

The Meeting is chaired by Mr Marco LAGONA, employee, professionally residing in Luxembourg.

The Chairman appoints Monsieur Marco PATERNO, employee, professionally residing in Luxembourg as secretary of the Meeting.

The Meeting elects Madame Sophie JACQUET, employee, professionally residing in Luxembourg as scrutineer of the Meeting (the Scrutineer).

The Bureau having thus been constituted, the chairman requests the notary to record that:

I. The shareholders present or represented at the Meeting and the number of shares which they hold are recorded in an attendance list, which will remain attached to these minutes and which will be signed by the holders of powers of attorney who represent the shareholders who are not present and the Members of the Bureau. The said list as well as the powers of attorney will remain attached to these minutes;

II. It appears from the attendance list that all 3,200 (three thousand two hundred) shares having a par value of EUR 10 (ten Euro) each, representing the entire subscribed share capital of the Company amounting to EUR 32,000 (thirty-two thousand Euro) are present or duly represented at the Meeting.

The shareholders present or represented declare that they have had due notice of, and have been duly informed of the agenda prior to the Meeting. The Meeting decides to waive the convening notices;

III. The agenda of the Meeting is as follows:

1) Decision to change the form of the Company from a family asset management company in the form of public limited liability company («SA SPF») into a private limited liability company («S.à r.l.»).

2) Decision to change the name of the Company into «CRESTCHAN PARTICIPATIONS S.à r.l.».

3) Decision to modify the object of the Company which henceforth will read as follows:

"The purposes for which the company is formed is to take participations, in any form and of any kind whatsoever, in Luxembourg or foreign commercial, industrial, financial enterprises and others, to acquire any securities and rights by means of participation, contribution, underwriting, firm taking, option, purchase, exchange, negotiation or in any other manner and further to acquire patents and trademarks and grant licences, to acquire movable and fixed property, to manage and implement the same.

It may borrow, even by means of private bond issues, or otherwise indebtedness for the purpose of financing its business activity. It may also support and grant any financial assistance, loans, advances or guarantees for the benefit of enterprises in which it holds an interest.

The Company may also carry out any commercial, industrial, personal estate, real estate or financial transactions and render all services either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad, as well as perform any operations in order to promote the accomplishment of its corporate object."

4) Subsequent restatement of the articles of association of the Company in their entirety.

5) Decision to remove all the members of the board of directors and the statutory auditor of the Company and to grant them discharge (quitus) for the performance of their mandates; and

6) Appointment of the managers of the Company, for an unlimited period of time.

Then the Meeting, after deliberation, passed the following resolutions:

*First resolution*

The Meeting resolves to change the form of the Company from a family asset management company in the form of a public limited liability company («SA SPF») into a private limited liability company («S.à r.l.»), such resolution to become effective immediately.

*Second resolution*

The Meeting resolves to change the name of the Company from "CRESTCHAN PARTICIPATIONS S.A. SPF" to "CRESTCHAN PARTICIPATIONS S.à r.l.".

*Third resolution*

As a consequence of the above resolutions, the Meeting resolves to restate the articles of association of the Company in their entirety, which will read henceforth, in their English version, as follows:

"RESTATED ARTICLES OF ASSOCIATION OF S.À R.L."

**Art. 1. Name and Duration.** There hereby exists a limited private liability company (société à responsabilité limitée) under the name of "CRESTCHAN PARTICIPATIONS S.à r.l." (the Company).

The Company is formed for an unlimited duration.

**Art. 2. Corporate object.** The purposes for which the company is formed is to take participations, in any form and of any kind whatsoever, in Luxembourg or foreign commercial, industrial, financial enterprises and others, to acquire any securities and rights by means of participation, contribution, underwriting, firm taking, option, purchase, exchange, negotiation or in any other manner and further to acquire patents and trademarks and grant licences, to acquire movable and fixed property, to manage and implement the same.

It may borrow, even by means of private bond issues, or otherwise indebtedness for the purpose of financing its business activity. It may also support and grant any financial assistance, loans, advances or guarantees for the benefit of enterprises in which it holds an interest.

The Company may also carry out any commercial, industrial, personal estate, real estate or financial transactions and render all services either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad, as well as perform any operations in order to promote the accomplishment of its corporate object.

**Art. 3. Registered office.** The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place within the Grand-Duchy of Luxembourg by a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders deliberating in the manner provided for amendments to these articles of association (the Articles).

The address of the registered office may be transferred within the municipality limits by simple resolution of the manager(s).

The Company may have offices and branches both in Luxembourg and abroad.

**Art. 4. Capital.** The subscribed share capital is set at EUR 32,000.- (thirty-two thousand Euro), represented by 3,200 (three thousand two hundred) shares having a par value of EUR 10.- (ten Euro) each.

The subscribed share capital may be changed at any time by resolution of the extraordinary general meeting of the shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

**Art. 5. Shares.** Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Vis-à-vis the Company, the Company's shares are indivisible and only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders will not bring the Company to an end.

**Art. 6. Transfer of shares.** If there is a single shareholder, the Company's shares are freely transferable to non-shareholders.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares inter vivos to third parties must be authorised by the general meeting of the shareholders who represent at least three-quarters of the subscribed share capital of the Company. No such authorisation is required for a transfer of shares among the shareholders.

The transfer of shares mortis causa to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the survivors.

**Art. 7. Redemption of shares.** The Company shall have power, subject to due observance of the provisions of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Law), to acquire shares in its own capital.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the general meeting of shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

**Art. 8. Management.** The Company is managed by one or more managers. In case of a plurality of managers, they will constitute a board of managers. The managers need not to be shareholders. The majority of the members of the board of managers shall always be resident in Luxembourg. The managers are appointed, and may be revoked and replaced at any time ad nutum, by a decision adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

**Art. 9. Meetings of the board of managers.** Meetings of the board of managers are convened by any member of the board of managers.

The managers will be convened separately to each meeting of the board of managers. Written notices of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by cable, telegram, telefax or telex, at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers. The meetings are held at the place, the day and the hour specified in the convening notice, provided that all meetings shall be held in Luxembourg.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members are present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions of the board of managers are taken by a majority of the votes cast.

Any and all managers may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

In case of urgency only, resolutions signed by all managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, facsimile or telex.

The decisions of the board of managers will be recorded in minutes.

**Art. 10. Representation - Authorised signatories.** In dealing with third parties, the manager(s) shall have the powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects.

All powers not expressly reserved by the Law or by the Articles to the general meeting of shareholders fall within the scope of competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

In case of a single manager, the Company shall be bound by the sole signature of the manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of two members of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may subdelegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine the agent's responsibilities and his remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

**Art. 11. Liability of managers.** The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company, so long as such commitment is in compliance with the Articles as well as the applicable provisions of the Law.

**Art. 12. General meetings of shareholders.** The single shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of the shareholders.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespective of the number of shares he owns. Each shareholder has voting rights commensurate to the number of shares he owns. Collective decisions are validly taken insofar as they are adopted by partners representing more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Resolutions of shareholders can, instead of being passed at a general meeting of shareholders, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall sign the resolution. Resolutions passed in writing on one or several counterparts in lieu of general meetings shall have the force of resolutions passed at a general meeting of shareholders.

**Art. 13. Financial year.** The Company's accounting year begins on January first of each year and ends on December thirty-first of the same year.

**Art. 14. Financial statements.** Each year the books are closed and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepares a balance sheet and profit and loss accounts.

**Art. 15. Appropriation of profits - Reserves.** An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is set aside for the establishment of a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their shareholding in the Company. The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers shall, subject to applicable law, have power to make payable one or more interim dividends.

**Art. 16. Dissolution.** The Company may be dissolved at any time by a resolution of the general meeting of shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

**Art. 17. Liquidation.** Upon the dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, whether shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who will determine their powers and remuneration.

**Art. 18. Statutory auditor - External auditor.** In accordance with article 200 of the Law, the Company needs only to be audited by a statutory auditor if it has more than 25 shareholders. An external auditor (réviseur d'entreprises agréé or cabinet de revision agréé) needs to be appointed whenever the exemption provided by article 69 (2) of the Luxembourg act dated 19 December 2002 on the trade and companies register and on accounting and financial accounts of companies does not apply.

**Art. 19. Reference to Legal Provisions.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in the Articles.

All the 3.200 (three thousand two hundred) shares of "CRESTCHAN PARTICIPATIONS S.à r.l.", are held by the sole shareholder CRESTCHAN INTERNATIONAL INC., having its registered office at East 53<sup>rd</sup> Street, Swiss Bank Building 2<sup>nd</sup> Floor, Panama City, Republic of Panama, registered with Registro Publico de Panama under number 576203.

*Fourth resolution*

The Meeting resolves to remove all the members of the board of directors and the statutory auditor of the Company and to grant them discharge (quitus) for the performance of their mandates.

*Fifth resolution*

The Meeting appoints as managers of the Company for an unlimited period of time:

- Mr Norberto DE AZEVEDO MIRANDA, born on October 20, 1974 in Luxembourg, residing professionally at 113, route d'Arlon, L-8211 Mamer.
- Mr Olivier CAGIOLIS, born on March 14, 1974 in Montignies-sur-Sambre (Belgique), residing professionally at 9-11, rue Louvigny, L-1946 Luxembourg.

*Estimate of costs*

The amount of the expenses in relation to the present deed are estimated to be approximately EUR 1.200.- .

There being no further business, the Meeting is terminated.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed (including the articles of association of the Company) is worded in English, followed by a French version of the present deed; on request of the appearing persons and in case of divergence between the English and the French, the English version will be prevailing.

The document having been read to the persons appearing all known to the notary by their names, first names, civil status and residences, said persons signed together with the notary the present deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'AN DEUX MILLE DOUZE, LE SIX DECEMBRE.

Par devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société «CRESTCHAN PARTICIPATIONS S.A. SPF» (ci-après la Société), une société anonyme sous forme de société de gestion de patrimoine familial de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-2165 Luxembourg, 26-28, rives de Clausen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 134300, constituée suivant un acte reçu en date du 20 novembre 2007 par Maître Jacques DELVAUX, alors notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 11 janvier 2008, sous le numéro 76.

Les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 16 novembre 2012, non encore publié au Mémorial C.

L'assemblée est présidée par Monsieur Marco LAGONA, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Marco PATERNO CASTELLO, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Madame Sophie JACQUET, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Bureau ainsi constitué, Monsieur le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I. Que les actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présences. La liste de présence, signée par tous les actionnaires représentés à l'assemblée, les membres du bureau et le notaire, restera annexée au présent acte avec les procurations pour y être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

II. Qu'il résulte de la liste de présence établie et signée par les membres du Bureau que la totalité du capital social votant de la Société s'élevant à EUR 32.000.- (trente-deux mille euros), représenté par 3.200 (trois mille deux cents) actions ayant une valeur nominale de EUR 10.- (dix euros) chacune, est dûment représenté à la présente assemblée qui est dès lors régulièrement constituée et peut délibérer sur les points figurant à l'ordre du jour, repris ci-dessous.

III. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1) Décision de modifier la forme de la Société d'une société anonyme sous forme de société de gestion de patrimoine familial («S.A. SPF») en une société à responsabilité limitée («S.à r.l.») .

2) Décision de changer le nom de la Société en «CRESTCHAN PARTICIPATIONS S.à r.l.».

3) Décision de modifier l'objet social de la Société pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«La Société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme, d'option, d'achat, d'échange, de négociation ou de toute autre manière et encore l'acquisition de brevets et de marques de fabrique et la concession de licences, l'acquisition de biens meubles et immeubles, leur gestion et leur mise en valeur.

Elle peut en outre accorder aux entreprises auxquelles elle s'intéresse tous concours ou toutes assistances financières, prêts, avances ou garanties, comme elle peut emprunter même par émission privée d'obligations ou s'endetter autrement pour financer son activité sociale.

Elle peut en outre effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières ou financières et prêter tous services aux sociétés du groupe auquel elle appartient, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, et encore accomplir toutes autres opérations à favoriser l'accomplissement de son objet social.»

4) En conséquence reformulation des statuts de la Société dans leur intégralité;

5) Décision de révoquer les membres du conseil d'administration et le commissaire aux comptes et de leur donner décharge pour l'exécution de leur mandat.

6) Nomination des gérants de la Société, pour un mandat illimité.

Après délibération, l'Assemblée a pris les résolutions suivantes, par vote unanime:

*Première résolution*

L'Assemblée décide de modifier la forme de la Société d'une société anonyme sous forme de société de gestion de patrimoine familial («S.A. SPF») en une société à responsabilité limitée («S.à r.l.») , ladite décision entrant en vigueur immédiatement.

*Deuxième résolution*

L'Assemblée décide de modifier la dénomination de la Société de "CRESTCHAN PARTICIPATIONS S.A. SPF" en "CRESTCHAN PARTICIPATIONS S.à r.l.".

### Troisième résolution

En conséquence des résolutions ci-dessus, l'Assemblée décide de reformuler les statuts de la Société dans leur intégralité, afin qu'ils prennent la forme suivante dans la version française:

#### «STATUTS REFORMULES D'UNE S.À R.L.»

**Art. 1<sup>er</sup>. Nom et Durée.** Il existe par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de " «CRESTCHAN PARTICIPATIONS S.à r.l.» (la Société).

La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 2. Objet social.** La Société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme, d'option, d'achat, d'échange, de négociation ou de toute autre manière et encore l'acquisition de brevets et de marques de fabrique et la concession de licences, l'acquisition de biens meubles et immeubles, leur gestion et leur mise en valeur.

Elle peut en outre accorder aux entreprises auxquelles elle s'intéresse tous concours ou toutes assistances financières, prêts, avances ou garanties, comme elle peut emprunter même par émission privée d'obligations ou s'endetter autrement pour financer son activité sociale.

Elle peut en outre effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières ou financières et prêter tous services aux sociétés du groupe auquel elle appartient, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, et encore accomplir toutes autres opérations à favoriser l'accomplissement de son objet social.

**Art. 3. Siège social.** Le siège de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution prise en assemblée générale extraordinaire des associés statuant comme en matière de changement des présents statuts (les Statuts).

L'adresse du siège social peut être transférée endéans les limites de la commune par simple décision du ou des gérants.

La Société peut ouvrir des bureaux et des succursales dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger.

**Art. 4. Capital.** Le capital social souscrit est fixé à la somme de EUR 32.000.- (trente-deux mille euros), représenté par 3.200 (trois mille deux cents) parts sociales ayant une valeur nominale de EUR 10.- (dix euros).

Le capital social souscrit pourra à tout moment être modifié moyennant résolution de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modifications des Statuts.

**Art. 5. Parts sociales.** Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif ainsi que des bénéfices de la Société.

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, sinon d'un des associés, ne mettent pas fin à la Société.

**Art. 6. Cession des parts sociales.** S'il y a un associé unique, les parts sociales détenues par l'associé unique sont librement cessibles aux tiers.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales ne sont cessibles entre vifs à des tiers, non associés, que suite à l'approbation préalable des associés représentant au moins trois quarts du capital social souscrit. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

**Art. 7. Rachat de parts sociales.** La Société pourra, dans le respect des dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), racheter les parts sociales de son propre capital social.

L'acquisition et la disposition par la Société de parts sociales de son propre capital social ne pourront avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et conformément aux conditions qui seront décidées par une assemblée générale des associés statuant comme en matière de modifications des Statuts.

**Art. 8. Gérance.** La société est gérée par un ou plusieurs gérants. En cas de pluralité de gérants, ils constituent un conseil de gérance. Les gérants n'ont pas besoin d'être des associés. La majorité des membres du conseil de gérance doivent toujours résider au Luxembourg. Les gérants peuvent être nommés, révoqués ou remplacés à tout moment et ad nutum par une décision adoptée par les associés détenant plus de la moitié du capital social.

**Art. 9. Réunions du conseil de gérance.** Les réunions du conseil de gérance sont convoquées par tout membre du conseil de gérance.

Les gérants sont convoqués séparément à chaque réunion du conseil de gérance. Excepté dans les cas d'urgence, une convocation écrite à toutes les réunions du conseil de gérance sera donnée à tous les gérants, par lettre, télégramme, télécopie ou télex, au moins 24 (vingt-quatre) heures avant l'heure de ladite réunion.

Les gérants peuvent renoncer à la convocation si tous les gérants sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir été dûment informés sur l'ordre du jour de la réunion. Aucune convocation spéciale n'est requise pour des réunions tenues à une date et un endroit prévus lors d'une planification de réunions préalablement adoptée par résolution du conseil de gérance. Les réunions seront tenues aux lieu, jour et heure spécifiés dans la convocation, sauf que toutes les réunions doivent se tenir à Luxembourg.

Chaque gérant peut participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique ou vidéo conférence, ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que toutes les personnes participant au conseil puissent communiquer mutuellement. Dans ce cas, le ou les membres concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

En cas d'urgence seulement, les résolutions signées par tous les gérants sont valablement adoptées et engagent la Société dans la même manière que les résolutions prises à une réunion de conseil de gérance dûment convoquée et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur un seul document ou sur des copies multiples d'une résolution identique et peuvent résulter de lettres, télécopies ou télex.

Les décisions du conseil de gérance seront documentées dans un procès-verbal.

**Art. 10. Représentation - Signatures autorisées.** Vis-à-vis des tiers, le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

En cas de gérants unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance.

Le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires hoc.

Le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera les responsabilités du mandataire et son éventuelle rémunération, la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

**Art. 11. Responsabilité des gérants.** Le ou les gérants (selon le cas) ne contractent en raison de sa/leur position, aucune responsabilité personnelle pour un engagement valablement pris par lui/eux au nom de la Société, aussi longtemps que cet engagement est conforme aux Statuts et aux dispositions applicables de la Loi.

**Art. 12. Assemblées générales des associés.** L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé a le droit d'assister aux assemblées générales des associés quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix proportionnel au nombre de parts qu'il possède. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Cependant, les résolutions portant modification des Statuts ou dissolution et liquidation de la Société ne pourront être prises que par l'accord de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la Loi.

Les résolutions des associés pourront, au lieu d'être prises lors d'une assemblée générale des associés, être prises par écrit par tous les associés. Dans cette hypothèse, un projet explicite de la ou des résolutions à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé signera la ou les résolutions. Des résolutions passées par écrit et reprises sur un document unique ou sur plusieurs documents séparés auront le même effet que des résolutions prises lors d'une assemblée générale des associés.

**Art. 13. Année sociale.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

**Art. 14. Comptes sociaux.** Chaque année, les livres sont clos et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance prépare le bilan et le compte de pertes et profits.

**Art. 15. Distribution des bénéfices - Réserves.** Un montant égal à cinq pour cent (5%) des bénéfices nets de la Société est affecté à l'établissement de la réserve légale, jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde peut être distribué aux associés en proportion de la participation qu'ils détiennent dans la Société. Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance a, sous réserve des dispositions légales applicables, le pouvoir de faire payer un ou plusieurs dividendes intérimaires.

**Art. 16. Dissolution.** La Société peut à tout moment être dissoute par résolution prise en l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de changement des Statuts.

**Art. 17. Liquidation.** En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leur rémunération.

**Art. 18. Commissaire aux comptes - Réviseur d'entreprises.** Conformément à l'article 200 de la Loi, la Société ne devra faire vérifier ses comptes par un commissaire que si elle a plus de 25 associés. Un réviseur d'entreprises agréé ou un cabinet de révision agréé doivent être nommés si l'exemption prévue par l'article 69 (2) de la loi du 19 décembre 2002 sur le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales n'est pas applicable.

**Art. 19. Référence aux dispositions légales.** Pour tous les points non expressément prévus aux présents statuts, il en est fait référence aux dispositions de la Loi.

Toutes les 3.200 (trois mille deux cents) parts sociales de la société «CRESTCHAN PARTICIPATIONS S.à r.l.» sont détenus par l'associé unique CRESTCHAN INTERNATIONAL INC., ayant son siège social à East 53<sup>rd</sup> Street, Swiss Bank Building 2<sup>nd</sup> Floor, Panama City, Republic of Panama, inscrite au Registro Publico de Panama sous le numéro 576203.

*Quatrième résolution*

L'Assemblée décide de révoquer les membres du conseil d'administration et le commissaire aux comptes et de leur donner décharge pour l'exécution de leur mandat.

*Cinquième résolution*

L'Assemblée décide de nommer en tant que gérants de la Société pour une période indéterminée:

- Monsieur Norberto DE AZEVEDO MIRANDA, né le 20 octobre 1974 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 113, route d'Arlon, L-8211 Mamer.

- Monsieur Olivier CAGIOLIS, né le 14 mars 1974 à Montignies-sur-Sambre (Belgique), demeurant professionnellement au 9-11, rue Louvigny, L-1946 Luxembourg.

*Frais*

Le montant des frais relatifs au présent acte sont estimés à environ EUR 1.200.- .

Plus aucun point ne se trouvant à l'ordre du jour, l'Assemblée est ajournée.

Le notaire soussignée qui comprend et parle l'anglais déclare que le présent acte (en ce compris les statuts de la Société) a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête des parties comparantes, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénoms, état civil et résidences, les personnes précitées ont signé ensemble avec le notaire, le présent acte.

Signé: M. LAGONA, M. PATERNO, S. JACQUET, C. DELVAUX

Enregistré à Redange/Attert, le 10 décembre 2012. Relation: RED/2012/1681. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

*Le Receveur (signé): T. KIRSCH.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 18 décembre 2012.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2012164822/399.

(120218464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

**Interstück S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8A, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 33.145.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 26 décembre 2012*

Il résulte des résolutions prises lors de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société en date du 26 décembre 2012 que:

1. L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires accepte la démission des administrateurs LANNAGE S.A., société anonyme, représentée par Monsieur YVES BIEWER et KOFFOUR S.A., société anonyme, représentée par Monsieur GUY BAUMANN avec effet à ce jour.

2. L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de nommer aux fonctions d'administrateur Monsieur Sébastien FÈVE, né le 19 décembre 1978 à Saint-Dié (France), demeurant à L-1528 Luxembourg, 8, Boulevard de la Foire, à compter du 26 décembre 2012.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2013.

3. L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de nommer aux fonctions d'administrateur Madame Mayra ROMERO TORRES, née le 21 mars 1976 à Santiago De Cuba (Cuba), demeurant à L-1528 Luxembourg, 8a, Boulevard de la Foire, à compter du 26 décembre 2012.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2013.

4. L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de transférer le siège social de la Société sise à L-2661 Luxembourg, 42, Rue de la Vallée à L-1528 Luxembourg, 8a, Boulevard de la Foire, à compter du 26 décembre 2012.

5. L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de ratifier la cooptation de Monsieur Yannick KANTOR avec effet au 21 mai 2012.

6. L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires prend acte du changement d'adresse de Monsieur Yannick Kantor. Sa nouvelle adresse sera L-1528 Luxembourg, 8a, Boulevard de la foire, à compter du 26 décembre 2012.

Luxembourg, le 26 décembre 2012.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2012169744/33.

(120223763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**Invest Solar S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 52, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 159.192.

—  
**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale du 27 décembre 2012*

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires prend les décisions suivantes:

1. L'assemblée prononce la clôture de la liquidation de la société.

2. L'assemblée décide que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant 5 ans à l'ancien siège de la société (67, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg). Tous les créanciers ayant pu être payés et tous les actionnaires étant connus, le solde des actifs peut être remis aux actionnaires, de sorte qu'il n'y a pas lieu de procéder à une consignation.

Signature.

Référence de publication: 2012169745/16.

(120224298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**Investor Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5670 Altwies, 2, route de Mondorf.

R.C.S. Luxembourg B 66.068.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012169747/9.

(120224745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**Invicta-Art S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8009 Strassen, 163, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 47.654.

—  
Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2012169748/10.

(120224323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**IPEF III Holdings N° 11 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.  
R.C.S. Luxembourg B 78.607.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012169758/9.

(120223646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

**Italianstyle S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4011 Esch-sur-Alzette, 111-113, rue de l'Alzette.  
R.C.S. Luxembourg B 55.519.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012169759/10.

(120223712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

**Itesa S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: GBP 31.010,00.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.  
R.C.S. Luxembourg B 91.658.

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait des résolutions adoptées par l'assemblée générale des actionnaires de la Société en date 18 décembre 2012*

L'assemblée générale des actionnaires de la Société a décidé en date du 18 décembre 2012 de:

- 1) prononcer la clôture de la liquidation de la Société, et
- 2) que les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant cinq ans au 68-70 boulevard de la Pétrusse, L-2320, Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 20 décembre 2012.

*Pour la Société*

Signes S.A.

Représentée par Vincent Goy

*Liquidateur*

Référence de publication: 2012169760/20.

(120224708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

**Jarden Lux Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 36.000,00.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.  
R.C.S. Luxembourg B 152.067.

**EXTRAIT**

La résolution suivante a été adoptée par l'associé unique en date du 20 décembre 2012:

- La démission de Monsieur John E. Capps, de son mandat de gérant de catégorie A de la société, a été acceptée avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 décembre 2012.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2012169761/16.

(120224762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

**Jalfin S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 51.521.

—  
EXTRAIT

Il résulte des résolutions de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 4 décembre 2012 que le siège social de la société est transféré à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013 du 6, rue Dicks L-1417 Luxembourg à l'adresse suivante:

- 25, Avenue de la liberté L-1931 Luxembourg

Luxembourg, le 27 décembre 2012.

Pour Extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2012169762/14.

(120224616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**Jardipal Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 87.856.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012169764/9.

(120224454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**Jarnac S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 77.171.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012169765/10.

(120224657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**Dynamic Investment Management S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 173.519.

—  
STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the twenty-eighth day of November.

Before us Maître Jean Seckler, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg (hereinafter the "Notary").

THERE APPEARED:

DYNAMIC INVESTMENT GP S.À R.L., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, in process of being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, having its registered office at 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and

Vacon Properties S.A., a public limited liability company (sociedad anónima) incorporated and existing under the laws of Republic of Panama, registered with the Registro Publico de Panama under number 924793/1/520207, having its registered office at Arango-Orillac Building, 2<sup>nd</sup> Floor, East 54<sup>th</sup> Street, Panama-City, Republic of Panama,

duly collectively represented by Mr. Alain Thill, notary clerk, professionally residing in Junglinster, by virtue of a proxy given under private seal (hereinafter collectively referred to as the "Proxyholder").

(hereinafter collectively referred to as the "Appearing Parties").

The said proxy, initialled ne varietur by the Proxyholder of the Appearing Parties and the Notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such Appearing Parties have required the officiating Notary to enact the deed of incorporation of a partnership limited by shares (société en commandite par actions) which they wish to incorporate and the articles of association of which shall be as follows (hereinafter the "Articles"):

#### **A. Name - Purpose - Duration - Registered office**

**Art. 1. Name.** There exists a partnership limited by shares (société en commandite par actions) under the name of DYNAMIC INVESTMENT MANAGEMENT S.C.A (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present Articles.

#### **Art. 2. Purpose.**

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in view of its realisation by sale, public offering, exchange or otherwise.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

#### **Art. 3. Duration.**

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and without cause upon proposal of the Manager (as defined in article 21 hereof) by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

#### **Art. 4. Registered office.**

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by decision of the Manager. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Manager.

4.4 In the event that the Manager determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

#### **B. Share capital - Shares**

#### **Art. 5. Share Capital.**

5.1 The Company's share capital is set at thirty one thousand one hundred Euro (EUR 31,100.-), represented by (i) three hundred ten (310) shares which shall be the management shares (the "Management Shares") and (ii) one (1) limited share, all without nominal value (the "Limited Share"). The Management Shares and the Limited Share are hereafter together referred to as the "Shares".

The Management Shares shall be held by an unlimited shareholder (associé commandité) of the Company.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these Articles or as set out in article 6 hereof.

5.3 Any new shares to be paid for in cash shall be offered by preference to the existing shareholder(s). In case of plurality of shareholders, such shares shall be offered to the shareholders in proportion to the number of shares held by them in the Company's share capital. The Manager shall determine the period during which such preferential subscription right may be exercised. This period may not be less than thirty (30) days from the date of dispatch of a registered letter sent to the shareholder(s), announcing the opening of the subscription period. The general meeting of shareholders may limit or suppress the preferential subscription right of the existing shareholder(s) in the manner required for an amendment of these Articles or in accordance with article 6 hereof.

5.4 The Company may redeem its own shares subject to the provisions of the Law.

5.5 The distribution rights attached to each class of shares are described in article 28 below.

#### **Art. 6. Authorised capital.**

6.1 The authorised capital, including the share capital, is set at one hundred million Euro (EUR 100,000,000.-). During a period of time of five (5) years from the date of the publication of these Articles or, as the case may be, of the resolution to renew or to increase the authorised capital pursuant to this article, the Manager is hereby authorised (i) to issue shares, to grant options to subscribe for shares and to issue any other instruments convertible into shares within the limits of the authorised capital to such persons and on such terms as they shall see fit and specifically (ii) to proceed to such issue without reserving a preferential right to subscribe to the shares issued for the existing shareholders. Such authorisation may be renewed through a resolution of the general meeting of the shareholders adopted in the manner required for an amendment of these Articles, each time for a period not exceeding five (5) years.

6.2 The authorised capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for amendments of these Articles.

#### **Art. 7. Classes of Shares.**

7.1 The Company's share capital is divided into the following classes of Shares, without nominal par value:

(i) "Management Shares": shares which have been subscribed by the Manager as unlimited shareholder (associé gérant commandité) of the Company and which entitle it to the Preferred Return;

(ii) "Limited Share": share which has been subscribed by the limited shareholder and which entitle its holders to the distribution rights as set out in article 28 below.

7.2 The Shares of the Company are in registered form.

7.3 The death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

#### **Art. 8. Redeemable Shares.**

8.1 The Shares are redeemable shares in accordance with article 49-8 of the Law. Subscribed and fully paid-in redeemable shares shall be redeemable on a pro rata basis of redeemable shares held by each shareholder upon request of the Company. The redemption of the redeemable shares can only be made by using (i) sums available for distribution in accordance with article 72-1 of Law (distributable funds, inclusive of the extraordinary reserve established with the funds received by the Company as an issue premium) or (ii) the proceeds of a new issue made with the purpose of such redemption. Redeemed shares bear no voting rights, and have no rights to receive dividends or liquidation proceeds. Redeemed shares may be cancelled upon request of the Manager by a positive vote of the general meeting of shareholders.

8.2 Special Reserve. An amount equal to the nominal value, or, in the absence thereof, the accounting par value, of all the shares redeemed must be included in a reserve which cannot be distributed to the shareholders except in the event of a capital reduction of the subscribed share capital; the reserve may only be used to increase the subscribed share capital by capitalization of reserves.

8.3 Redemption Price. Except as provided otherwise in these Articles or by a written agreement which may be entered into among the shareholders, the redemption price of the redeemable shares shall be calculated by the Manager, or by such person appointed by the Manager, on the basis of the net asset value of all assets and liabilities of the Company, taking into account the distribution rights as set out in article 28 hereof. The net asset value of the Company's shares shall be expressed as a per share figure and shall be determined in respect of any valuation day by dividing the net assets of the Company, being the value of the Company's assets less its liabilities at close of business on that day, by the number of shares of the Company then outstanding at such close of business. In the absence of any bad faith, gross negligence or overt error, any calculation of the redemption price by the Manager shall be conclusive and binding on the Company and on its present, past and future shareholders.

8.4 Redemption Procedure. Except as otherwise provided in a written agreement which may be entered into among the shareholders of the Company, at least two weeks prior to the redemption date, written notice shall be sent by registered mail or internationally recognized overnight courier to each registered shareholder of the shares to be redeemed, at his or her address last shown in the shareholders register of the Company, notifying such shareholder of the number of shares so to be redeemed, the redemption date, the redemption price and the procedures necessary to submit the shares to the Company for redemption. Each shareholder whose shares are redeemed shall surrender the certificate or certificates, if any, issued in relation to such shares to the Company. The redemption price of such shares shall be payable to the order of the person whose name appears on the share register as the owner thereof, and, if paid in cash, on the bank account provided to the Company by such shareholder before the redemption date.

#### **Art. 9. Register of shares - Transfer of shares - Ownership of shares.**

9.1 A register of shares shall be kept at the registered office, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Ownership of shares is established by registration in said share register.

9.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been designated as representative.

9.3 The Shares are freely transferable subject to the provisions of the Law.

9.4 The Management Share(s) held by the Manager is(are) not transferable except to a successor manager or an additional manager, with unlimited liability.

9.5 Without prejudice to the conditions for transfer by book entries, any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties either (i) through the recording of a declaration of transfer into the register of shares, signed and dated by the transferor and the transferee or their representatives, or (ii) upon notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company.

#### **Art. 10. Liability of shareholders.**

10.1 The liability of the owners of Shares other than the Management Share is limited to the amount of share capital for which they subscribed.

10.2 The owner(s) of the Management Share(s) is(are) jointly and severally liable for all liabilities of the Company which cannot be met out of the assets of the Company.

### **C. General meetings of shareholders**

**Art. 11. Powers of the general meeting of shareholders.** The shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders (hereinafter the "Meeting"). Any regularly constituted Meeting of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by the Law and by these Articles.

#### **Art. 12. Convening of general meeting of shareholders.**

12.1 The Meeting of the Company may at any time be convened by the Manager, to be held at such place and on such date as specified in the notice of such Meeting.

12.2 It must be convened by the Manager upon written request of shareholders representing at least five percent (5%) of the Company's share capital. In such case, the Meeting shall be held within a period of one (1) month from receipt of such request.

12.3 The convening notice for any Meeting must contain the agenda of the meeting, the place, date and time of the Meeting, the description of the procedures that shareholders must comply with in order to be able to participate and cast their votes in the Meeting, and such notice shall take the form of announcements published (i) thirty (30) days before the Meeting, in the Memorial and in a Luxembourg newspaper, and (ii) in a manner ensuring fast access to it on a non-discriminatory basis in such media as may reasonably be relied upon for the effective dissemination of information throughout the European Community. A notice period of seventeen (17) days applies, in case of a second or subsequent convocation of a Meeting convened for lack of quorum required for the Meeting convened by the first convocation, provided that this article 12.3 has been complied with for the first convocation and no new item has been put on the agenda. In case the Shares are listed on a foreign stock exchange, the notices shall in addition be published in such other manner as may be required by laws, rules or regulations applicable to such stock exchange from time to time.

12.4 One or several shareholders, representing at least five percent (5%) of the Company's issued share capital, may (i) request to put one or several items to the agenda of any Meeting, provided that such item is accompanied by a justification or a draft resolution to be adopted in the Meeting, or (ii) table draft resolutions for items included or to be included on the agenda of the Meeting. Such request must be sent to the Company's registered office in writing by registered letter or electronic means at least twenty-two (22) days prior to the date of the Meeting and include the postal or electronic address of the sender. In case such request entails a modification of the agenda of the relevant Meeting, the Company will make available a revised agenda at least fifteen (15) days prior to the date of the Meeting.

12.5 If all of the shareholders are present or represented at a Meeting, and state that they have been informed of the agenda of the Meeting, the Meeting may be held without prior notice.

**Art. 13. Admission.** Any shareholder who holds one or more Share(s) of the Company at 24:00 o'clock (Luxembourg time) on the date falling fourteen (14) days prior to (and excluding) the date of Meeting (the "Record Date") shall be admitted to the relevant Meeting. Any shareholder who wishes to attend the Meeting must inform the Company thereof at the latest on the Record Date, in a manner to be determined by the Manager in the convening notice. In case of Shares held through the operator of a securities settlement system or with a professional depository or sub-depository designated by such depository, a holder of Shares wishing to attend a Meeting should receive from such operator or depository or sub-depository a certificate certifying the number of Shares recorded in the relevant account on the Record Date. The certificate should be submitted to the Company at its registered address no later than three (3) business days prior to the date of the Meeting. In the event that the shareholder votes through proxy, the proxy has to be deposited at the registered office of the Company at the same time or with any agent of the Company, duly authorised to receive such proxy. The Manager may set a shorter period for the submission of the certificate or the proxy.

#### **Art. 14. Conduct of general meetings of shareholders.**

14.1 The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the convening notice of meeting, on the 3<sup>rd</sup> Friday of June each year at 12.00 o'clock. If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following

business day. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of Meeting.

14.2 A board of the Meeting shall be formed at any Meeting, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer, each of whom shall be appointed by the Meeting and who do not need to be shareholders.

If all the shareholders present at the Meeting decide that they can control the regularity of the votes, the shareholders may unanimously decide to only appoint (i) a chairman and a secretary or (ii) a single person who will assume the role of the board and in such case there is no need to appoint a scrutineer. Any reference made herein to the "board of the Meeting" shall be construed as a reference to the "chairman and secretary" or, as the case may be to the "single person who assumes the role of the board", depending on the context and as applicable.

The board of the Meeting shall especially ensure that the Meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

14.3 An attendance list must be kept at any Meeting.

14.4 A shareholder may act at any Meeting by appointing another person as his proxy in writing or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication authorised by the Manager. One person may represent several or even all shareholders.

14.5 Shareholders taking part in a Meeting by conference call, through video-conference or by any other means of communication authorised by the Manager allowing their identification and allowing that all persons taking part in the Meeting hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the Meeting, are deemed to be present for the computation of the quorum and majority, subject to such means of communication being made available at the place of the Meeting.

14.6 Each shareholder may vote at a Meeting through a signed voting form sent by post, electronic mail, facsimile or any other means of communication authorised by the Manager to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the Meeting, the agenda of the Meeting, the proposals submitted to the decision of the Meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour of, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box. The Company will only take into account voting forms received prior to the Meeting to which they relate.

14.7 Voting forms which, for a proposed resolution, do not show only (i) a vote in favour or (ii) a vote against the proposed resolution or (iii) an abstention, are void with respect to such resolution.

14.8 The Manager may determine further conditions that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any Meeting.

#### **Art. 15. Quorum and Vote.**

15.1 Each share is entitled to one (1) vote.

15.2 Except as otherwise required by the Law or these Articles, resolutions at a Meeting duly convened shall not require any presence quorum and shall be adopted at a simple majority of the votes validly cast, regardless of the portion of capital represented. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

**Art. 16. Amendments of the Articles.** Except as otherwise provided herein, these Articles may be amended by a majority of at least two-thirds of the votes validly cast at a Meeting at which more than half of the Company's share capital is present or represented. In case the second condition is not satisfied, a second Meeting may be convened in accordance with the Law and these Articles which may deliberate regardless of the proportion of the share capital represented and at which resolutions are taken at a majority of at least two-thirds of the votes validly cast. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

**Art. 17. Change of nationality.** The shareholders may not change the nationality of the Company otherwise than by unanimous consent of all shareholders.

**Art. 18. Adjournment of general meeting of shareholders.** Subject to the provisions of the Law, the Manager may adjourn any Meeting for four (4) weeks. The Manager shall do so at the request of shareholders representing at least twenty percent (20%) of the share capital of the Company. By such an adjournment of a Meeting, any resolution already adopted shall be cancelled.

#### **Art. 19. Minutes of general meetings of shareholders.**

19.1 The board of any Meeting shall draw up minutes of the Meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder upon request.

19.2 Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified as a true copy of the original by the notary having had custody of the original deed, in case the Meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the Manager.

## D. Management

### Art. 20. Appointment and Powers of the Manager.

20.1 The Company shall be managed by DYNAMIC INVESTMENT GP S.À R.L., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, or its successor from time to time, in its capacity as unlimited shareholder (actionnaire commandité) (the "Manager"). The other shareholder(s) (actionnaire(s) commanditaire(s)) shall neither participate nor interfere in the management of the Company.

20.2 In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the Manager from acting as Manager of the Company, the Company shall not be immediately dissolved and liquidated, provided the Meeting appoints a successor manager, in accordance with the quorum and majority requirement for amendment of these Articles. Any such appointment of a successor manager shall not be subject to the approval of the Manager.

20.3 The Manager is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these Articles to the Meeting.

### Art. 21. Conflict of interest.

21.1 The transactions made between the Company and the Manager having an interest conflicting with that of the Company are mentioned in the resolution of the Manager.

21.2 Any such conflict of interest shall be reported to the next Meeting prior to taking any resolution on any other item.

21.3 The preceding paragraphs shall not apply where the decision of the Manager relates to current operations entered into under normal conditions.

### Art. 22. Dealing with third parties.

22.1 The Company shall be bound towards third parties in all circumstances by the sole signature of the Manager or by the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the Manager.

22.2 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the Manager or any one or more of the directors or officers of the Manager is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such company or firm. Any director or officer of the Manager who serves as a director, officer or employee of a company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

## E. Auditors

### Art. 23. Independent auditor(s).

23.1 The Company's annual accounts shall be audited by one or more independent auditors (réviseurs d'entreprise agréés), appointed by the Meeting at the Manager's recommendation. The Meeting shall determine the number of auditor(s) and the term of their office which shall not exceed one (1) year.

23.2 An independent auditor may be reappointed or dismissed at any time with cause (or with his approval) by the Meeting, at the Manager's recommendation.

## F. Financial year - Allocation of profits - Interim dividends

**Art. 24. Financial year.** The financial year of the Company shall begin on first January of each year and shall end on thirty-first December of the same year.

### Art. 25. Annual accounts.

25.1 At the end of each financial year, the accounts are closed, the Manager draws up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account in accordance with the law.

25.2 From the annual net profits of the Company, five per cent (5 %) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

25.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees with such allocation.

25.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

### Art. 26. Distributions.

26.1 To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by Law and by these Articles, all funds received by the Company that are in excess of amounts required to maintain any legal reserves as set out under article 27 above or required to pay due and owing expenses of the Company, shall be distributed in the following order of priority:

(a) first, to the holder of Management Shares, pro rata based on the ratio of its current shareholding of Management Shares to the total outstanding Management Shares, until each such holder receives an amount equal to a preferred return of one point five percent (1.5%) per annum (compounded annually in arrears on the basis of a 365-day year) of the aggregate capital contributions made to the Company, from the date on which each such capital contribution was made to the date on which it was repaid, reduced by the amount of any distribution made during such period to such holder of Management Shares in any form other than dividends (the "Preferred Return");

(b) second, to the holder of Limited Share, pro rata based on the ratio of its current shareholding of Limited Share to the total outstanding Limited Share until such time when the holder of Limited Share has received aggregate net proceeds equal to his initial contribution to the capital of the Company; and

(c) third, in case of distribution prior to liquidation of the Company, any surplus proceeds left after distributions under (a) and (b) above shall not be distributed.

26.2 No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

#### **Art. 27. Interim dividends - Share premium.**

27.1 The Manager may proceed to the payment of interim dividends subject to the provisions of the Law. Interim dividends may be paid during the first financial year in accordance with the provisions of the Law.

27.2 Any share premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law.

### **G. Liquidation**

#### **Art. 28. Liquidation.**

28.1 In the event of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the Meeting, deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

28.2 Unless otherwise provided in these Articles, the surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to their rights as set out in article 28. For the avoidance of doubt, the holders of the Management Shares shall only be entitled to the liquidation proceeds corresponding to the Preferred Return.

### **H. Final clause - Governing law**

**Art. 29. Governing law.** All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

#### *Transitional provisions*

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31<sup>st</sup> December 2012.

2. The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2013, on 31<sup>st</sup> March.

#### *Subscription and Payment*

Three hundred eleven (311) issued shares have been subscribed and paid up as follows:

- three hundred and ten (310) Management Shares have been subscribed by DYNAMIC INVESTMENT GP S.Á R.L., for the thirty one thousand Euro (EUR 31,000.-), entirely paid up by a contribution in cash; and
- one (1) Limited Share has been subscribed by Vacon Properties S.A., for the price of one hundred Euro (EUR 100.-), entirely paid up by a contribution in cash.

Thereupon, the Appearing Parties declare to subscribe for three hundred eleven (311) issued shares in registered form, without par value, and to pay them by contribution in cash amounting to thirty one thousand one hundred Euro (EUR 31,100.-), representing one hundred per cent (100%) of the share capital of the Company.

The amount of thirty one thousand one hundred Euro (EUR 31,100.-) is at disposal of the Company, as has been proved to the undersigned Notary, who expressly acknowledges it.

#### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at one thousand eight hundred and seventy-five Euro.

#### *Resolutions of the shareholders*

The Appearing Parties representing the entire share capital of the Company and considering themselves as duly convened, have thereupon passed the following resolutions:

1. the address of the registered office of the Company is set at 6, rue 13 Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg;

2. the following person is appointed as independent auditor of the Company for a period ending at the annual general meeting of Shareholders having to approve the accounts as at 31<sup>st</sup> December 2017:

The limited liability company REVICONSULT S.à r.l., having its registered office at L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider, R.C.S. Luxembourg number B 139013.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned Notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same Appearing Parties and in case of divergence between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the Appearing Parties known to the Notary by name, first name, and residence, the said proxyholder of the Appearing Parties signed together with the Notary this deed.

### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille douze, le vingt-huit novembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg (ci-après le «Notaire»).

#### **ONT COMPARU:**

DYNAMIC INVESTMENT GP S.À R.L., la société à responsabilité limitée, constituée et existante sous les lois du Luxembourg, en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg, ayant son siège social au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et

Vacon Properties S.A., une société anonyme (sociedad anónima), constituée et existante selon les lois de la République de Panama, enregistrée auprès du Registro Publico de Panama sous le numéro 924793/1/520207, ayant son siège social à Arango-Orillac Building, 2<sup>nd</sup> Floor, East 54<sup>th</sup> Street, Panama-City, République du Panama;

dûment, collectivement représentées par Monsieur Alain Thill, clerc de notaire, résidant professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé (ci-après le «Mandataire»).

(ci-après collectivement les «Parties Apparentes».

Telle procuration signée ne varietur par le Mandataire des Parties Apparentes et par le Notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Telles Parties Apparentes ont requis le Notaire instrumentant de dresser l'acte de constitution d'une société en commandite par actions dont elles souhaitent constituer et arrêtent les statuts (ci-après les «Statuts») comme suit:

### **A. Nom - Objet - Durée - Siège social**

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination sociale.** Il est formé une société en commandite par actions sous la dénomination sociale de DYNAMIC INVESTEMENT MANAGEMENT S.C.A. (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents Statuts.

#### **Art. 2. Objet.**

2.1 L'objet de la Société est la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, et de toute autre forme d'investissement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière telle que le transfert par vente, échange ou autre, de titres de toute nature et l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de son portefeuille en vue de sa réalisation par voie de vente, offre publique, échange ou autre.

2.2 La Société peut également accorder des garanties, des sûretés, des prêts ou autrement apporter assistance à des sociétés dans lesquelles elle détient directement ou indirectement une participation ou un droit de toute nature, ou à celles qui, avec Société, font partie du même groupe de sociétés.

2.3 La Société peut recueillir des fonds notamment par biais d'emprunt sous quelque forme que ce soit ou par l'émission de tout type de notes, de valeurs mobilières ou de titres de créance, des obligations et des reconnaissances de dettes et, de manière générale, émettre des valeurs mobilières de tout type.

2.4 La Société peut réaliser toutes activités commerciales, industrielles, financières, immobilières ou celles de propriété intellectuelle qu'elle jugera utiles à l'accomplissement de son objet social.

#### **Art. 3. Durée.**

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2 Elle peut être dissoute à tout moment et sans motif sur la proposition du Gérant (tel que défini à l'article 21 des présents Statuts) par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires, adoptée de la manière requise pour une modification des présents statuts.

#### **Art. 4. Siège social.**

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Dans la même municipalité, le siège social pourra être transféré par simple décision du Gérant. Il peut être transféré à toute autre municipalité dans le Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires, adoptée de la manière requise pour une modification de ces statuts.

4.3 Succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par une résolution du Gérant.

4.4 Au cas où le Gérant estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique, militaire ou social ont eu lieu ou sont imminents, qu'elles viendraient compromettre l'activité normale de la Société au siège social, il pourra être transféré temporairement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances extraordinaires; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, qui, nonobstant ce transfert provisoire du siège social, restera une société luxembourgeoise.

## **B. Capital social - Actions**

### **Art. 5. Capital social.**

5.1 Le capital social est fixé à trente et un mille cent euros (EUR 31.100,-), représenté par (i) trois cent dix (310) actions qui sont les actions de commandité, (les «Actions de Commandité»), et (ii) une (1) action commanditaire, toutes sans valeur nominale (l'«Action de Commanditaire»). Les Actions de Commandité et l'Action Commanditaire sont ci-après dénommées ensemble les «Actions».

Les Actions de Commandité doivent être détenues par un associé commandité de la Société.

5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires statuant dans les conditions requises pour une modification des présents Statuts ou telles qu'énoncées à l'article 6 ci-dessous.

5.3 Toutes nouvelles actions devant être payées en numéraire doivent être offertes de préférence à (aux) actionnaire(s) existant(s). En cas de pluralité des actionnaires, ces actions seront offertes aux actionnaires en proportion du nombre d'actions détenues par eux dans le capital social de la Société. Le Gérant détermine la période pendant laquelle un tel droit préférentiel de souscription peut être exercé. Cette période ne peut être inférieure à trente (30) jours à compter de la date d'envoi d'une lettre recommandée à l'intention d'(des) actionnaire(s), annonçant l'ouverture de la période de souscription. L'assemblée générale des actionnaires peut limiter ou supprimer le droit préférentiel de souscription de l'(des) actionnaire(s) existants(s) décidant de la manière requise pour une modification des présents Statuts ou conformément à l'article 6 ci-dessous.

5.4 La Société peut racheter ses propres actions dans les limites fixées par la Loi.

5.5 Le droit de distribution attaché à chaque catégorie d'actions est décrit à l'article 28 ci-dessous.

### **Art. 6. Capital autorisé.**

6.1 Le capital autorisé, comprenant le capital social, est fixé à cent millions d'euros (EUR 100.000.000,-). Pendant une période de cinq (5) ans à compter de la date de la publication des présents Statuts ou, le cas échéant, de la décision de renouveler ou d'augmenter le capital autorisé en vertu du présent article, le Gérant est, par les présents, autorisé (i) à émettre des actions, de consentir des options de souscription d'actions et d'émettre tous autres instruments convertibles en actions dans les limites du capital autorisé à de telles personnes et sous telles conditions qu'il estime appropriées et, plus particulièrement, (ii) de procéder à une telle émission sans réserver un droit préférentiel de souscription aux actions émises aux actionnaires existants. Une telle autorisation peut être renouvelée, à chaque fois pour une période n'excédant pas cinq (5) ans, par biais d'une résolution de l'assemblée générale des actionnaires adoptée de la manière requise pour une modification des présents Statuts.

6.2 Le capital autorisé de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires décidant de la manière requise pour une modification des présents Statuts.

### **Art. 7. Catégories d'Actions.**

7.1 Le capital social de la Société est divisé en catégories d'Actions suivantes, sans valeur nominale:

(i) «Actions de Commandité»: les actions qui ont été souscrites par le Gérant agissant en sa qualité d'associé gérant commandité de la Société et qui donnent droit au Rendement Préférentiel;

(ii) «Action Commanditaire»: une action ordinaire qui a été souscrite par l'actionnaire commanditaire et qui donne à son détenteur les droits de distribution tels qu'énoncés à l'article 28 ci-dessous.

7.2 Les Actions de la Société sont sous forme nominative.

7.3 La mort, la suspension des droits civils, la dissolution, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire concernant quelconque actionnaire n'entraînera pas la dissolution de la Société.

### **Art. 8. Actions rachetables.**

8.1 Les Actions sont des actions rachetables conformément à l'article 498 de la Loi. Les actions rachetables souscrites et entièrement libérées sont rachetables, à la demande de la Société, sur une base pro rata des actions rachetables détenues par chaque actionnaires de la Société. Le rachat des actions rachetables ne peut être fait qu'en utilisant (i) les sommes distribuables disponibles conformément à l'article 72-1 de la Loi (fonds distribuables y compris la réserve extraordinaire constituée par les fonds reçus par la Société en tant que prime d'émission) ou (ii) les sommes recueillies

d'une nouvelle émission effectuée à des fins dudit rachat. Des actions rachetées ne portent aucun droit de vote et ne confèrent aucun droit à recevoir des dividendes ou des bonis de liquidation. Les actions rachetées peuvent être annulées à la demande du Gérant par un vote en ce sens de l'assemblée générale des actionnaires.

8.2 Réserve Spécifique. Un montant égal à la valeur nominale ou, en l'absence de celui-ci, à la valeur nominale comptable, de toutes les actions rachetées doit être compris dans une réserve ne pouvant être distribuée aux actionnaires, à excepter le cas d'une réduction du capital social souscrit; cette réserve ne peut être utilisée pour augmenter le capital social souscrit que par incorporation de réserves.

8.3 Prix de Rachat. Sauf dispositions contraires contenues dans les présents Statuts ou dans un accord écrit pouvant être conclu par les actionnaires, le prix de rachat des actions rachetables sera calculé par le Gérant, ou par une personne nommée par ce dernier, sur base de la valeur nette d'inventaire de tous actifs et passifs de la Société, tenant compte des droits de distribution tels qu'énoncés à l'article 28 des présents Statuts. La valeur nette d'inventaire des actions de la Société sera exprimée en un chiffre par action et sera déterminée à l'égard du quelconque jour de l'évaluation, en divisant les actifs nets de la Société, étant, ce jour d'évaluation, la valeur des actifs de la Société, moins ses passifs à la clôture des opérations, par nombre d'actions de la Société en circulation lors de la clôture des opérations telle que mentionnée. En l'absence de mauvaise foi, de grave négligence ou d'erreur manifeste, tout calcul du prix de rachat par le Gérant est à considérer comme définitif et de nature à engager la Société et ses actionnaires présents, passés et futurs.

8.4 Procédure de Rachat. Sauf dispositions contraires contenues dans un accord écrit pouvant être conclu par les actionnaires de la Société, une notification écrite devra être envoyée par courrier recommandé ou par courrier express internationalement reconnu, au moins deux semaines avant la date de rachat, à chaque actionnaire nominatif détenteur des actions devant être rachetées à son adresse telle que dernièrement mentionnée au registre des actionnaires de la Société. Une telle notification devra indiquer au tel détenteur le nombre d'actions devant être rachetées, la date de rachat, le prix de rachat et les procédures requises à la soumission des actions à la Société à des fins de rachat. Chaque actionnaire dont les actions sont rachetées doit, le cas échéant, remettre à la Société le certificat ou les certificats, émit/émis en relation avec telles actions à la Société. Le prix de rachat de telles actions sera exigible à la demande de la personne dont le nom apparaît sur le registre des actions, en sa qualité de propriétaire de ces dernières et, si payé en numéraire, sur le compte bancaire fourni à la Société par un tel actionnaire avant la date de rachat.

#### **Art. 9. Registre des actions - Transfert d'actions - Propriété des actions.**

9.1 Un registre des actions sera tenu au siège social, devant y être disponible pour inspection par tout actionnaire. Ce présent registre doit contenir toutes les informations requises par la Loi. La propriété des actions est établie par une inscription dans ledit registre des actions.

9.2 La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Dans le cas où une action est détenue par plusieurs personnes, elles devront désigner un seul mandataire qui les présentera auprès de la Société. La Société a le droit de suspendre tout exercice des droits rattachés à cette action jusqu'à ce qu'un tel mandataire ne soit nommé.

9.3 Les Actions sont librement cessibles, sous réserve des dispositions de la Loi.

9.4 L'(les) Action(s) détenue(s) par le Gérant n'est(ne sont) cessible(s) qu'à un gérant succédant ou un gérant supplémentaire avec une responsabilité illimitée.

9.5 Sauf préjudice porté à des conditions de transfert par des écritures, toute cession d'actions sera effective à l'égard de la Société et des tiers soit (i) par l'enregistrement d'une déclaration de cession dans le registre des actions, signée et datée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs représentants, soit (ii) dès la notification de la cession à, ou à l'acceptation du transfert par la Société.

#### **Art. 10. Responsabilité des actionnaires.**

10.1 La responsabilité des détenteurs des Actions autres que l'Action de Commandité est limitée au montant du capital social pour lequel détenteurs ont souscrit.

10.2 Le(les) détenteur(s) de l'(des) Action(s) de Commandité est(sont) conjointement et solidairement tenu(s) des dettes de la Société ne pouvant pas être couvertes par ses actifs.

### **C. Assemblée générale des actionnaires**

**Art. 11. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires.** Les actionnaires exercent à l'assemblée générale des actionnaires («Assemblée») leurs droits collectifs. Toute Assemblée de la Société valablement constituée représente l'ensemble des actionnaires de la Société. L'Assemblée est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents Statuts.

#### **Art. 12. Convocation de l'Assemblée.**

12.1 L'Assemblée de la Société peut à tout moment être convoquée par le Gérant, qui se tiendra au lieu et à la date indiqués dans l'avis de convocation à une telle Assemblée.

12.2 L'Assemblée doit être convoquée par le Gérant sur demande écrite des actionnaires représentant au moins cinq pour cent (5%) du capital social de la Société. Au quel cas, l'Assemblée doit être tenue dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception d'une telle demande.

12.3 L'avis de convocation à toute Assemblée doit contenir l'ordre du jour de la réunion, le lieu, la date et l'heure de la réunion, la description des procédures auxquelles les actionnaires doivent se conformer afin d'être en mesure de participer et de voter à l'Assemblée. Un tel avis doit être fait sous forme d'annonce publiée (i) trente (30) jours avant l'Assemblée, au Mémorial et dans un journal luxembourgeois et (ii) de manière à garantir un accès rapide et non-discriminatoire à une telle publication faite dans de tels médias pouvant être raisonnablement invoqués à des fins de la diffusion efficace des informations dans toute la Communauté européenne. Un délai de préavis de dix-sept (17) jours s'applique lors d'une deuxième convocation ou d'une convocation ultérieure à une Assemblée convoquée en raison de défaut du quorum requis pour l'Assemblée convoquée par la première convocation, à condition que le présent article 12.3 a été respecté lors de la première convocation et qu'aucun élément nouveau n'a été ajouté à l'ordre du jour. Lorsque les Actions sont cotées en bourse étrangère, les avis de convocation doivent, en outre, être publiés de telle autre manière pouvant être requise par les lois, règles ou règlements applicables de temps à autre à un tel marché boursier.

12.4 Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins cinq pour cent (5%) du capital social émis de la Société, peuvent (i) demander d'ajouter un ou plusieurs points à l'ordre du jour de toute Assemblée, à condition que de tels points soit accompagnés d'une justification ou d'un projet de résolution devant être adoptée par l'Assemblée, ou (ii) présenter des projets de résolutions concernant des points inscrits ou à inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée. Une telle demande faite à l'écrit doit être envoyée au siège social de la Société par lettre recommandée ou par voie électronique au moins vingt-deux (22) jours avant la date de l'Assemblée et doit indiquer l'adresse postale ou électronique de l'expéditeur. En cas où une telle demande entraîne une modification de l'ordre du jour de l'Assemblée concernée, la Société mettra à disposition l'ordre du jour tel que modifié au moins quinze (15) jours avant la date d'une telle Assemblée.

12.5 Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une Assemblée et déclarent qu'ils ont été informés de l'ordre du jour de l'Assemblée, la réunion peut être tenue sans convocation préalable.

**Art. 13. Admission.** Tout actionnaire détenant une ou plusieurs Action(s) de la Société à 24:00 heures (heure de Luxembourg) à la date du quatorzième (14<sup>ème</sup>) jour avant (et en excluant) la date de l'Assemblée (la «Date d'Enregistrement») doit être admis à l'Assemblée appropriée. Tout actionnaire souhaitant participer l'Assemblée doit en informer la Société à la Date d'Enregistrement au plus tard, de manière qui sera déterminée par le Gérant dans l'avis de convocation. Dans le cas où les Actions sont détenues par l'opérateur d'un dépositaire central des titres ou par un dépositaire professionnel ou un sous-dépositaire nommé par un tel dépositaire, le détenteur d'Actions souhaitant assister à une Assemblée devrait recevoir du tel opérateur ou du dépositaire ou du sous-dépositaire un certificat attestant le nombre d'Actions enregistrées sur le compte concerné à la Date d'Enregistrement. Le certificat doit être présenté à la Société à son siège social au plus tard trois (3) jours ouvrables avant la date de l'Assemblée. Dans le cas d'actionnaires votant par biais de la procuration, la procuration doit être également déposée au siège social de la Société ou remise à tout agent de la Société, étant dûment autorisé à recevoir une telle procuration. Le Gérant peut décider d'un délai plus court pour la présentation du certificat ou de la procuration.

#### **Art. 14. Tenue des assemblées générales des actionnaires.**

14.1 L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que pouvant être indiqué dans l'avis de convocation, le troisième (3<sup>ème</sup>) vendredi de juin de chaque année à 12.00 heures. Si ce jour est un jour férié, l'Assemblée générale annuelle se tiendra le jour ouvrable suivant. Autres Assemblées peuvent être tenues au lieu et à l'heure tel que pouvant être indiqué dans les avis convocations respectives d'Assemblée.

14.2 Un conseil de l'Assemblée doit être constitué à toute Assemblée, composé d'un président, d'un secrétaire et d'un scrutateur, chacun d'entre eux devant être nommé par l'Assemblée et ne devant pas obligatoirement d'être l'actionnaire.

Si tous les actionnaires présents à l'Assemblée décident qu'ils sont à même de contrôler la régularité des votes, les actionnaires peuvent décider à l'unanimité de ne nommer que (i) un président et un secrétaire ou (ii) une seule personne qui assumera le rôle du conseil et, au quel cas, la nomination du scrutateur n'est pas requise. Toute mention faite dans les présents au «conseil» de l'Assemblée doit être interprétée comme une référence au «président et secrétaire ou, selon le contexte et s'il y a lieu, le cas échéant, à «une personne assumant à elle seule le rôle du conseil».

Le conseil de l'Assemblée doit en particulier veiller à ce que l'Assemblée se tient conformément aux règles applicables et, en particulier, dans le respect des règles relatives à la convocation, aux majorités requises, au décompte des votes et à la représentation des actionnaires.

14.3 Une liste de présence doit être tenue à toute Assemblée.

14.4 Un actionnaire peut se faire représenté à toute Assemblée en nommant, par écrit, télécopie, courrier électronique ou tous autres moyens de communication similaires autorisés par le Gérant, une autre personne pour agir en qualité de son mandataire. Une personne peut représenter plusieurs ou encore tous les actionnaires.

14.5 Les actionnaires, prenant part à une Assemblée par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tous autres moyens de communication autorisés par le Gérant, permettant leur identification et permettant à toutes les personnes participant à l'Assemblée de s'entendre les uns les autres de façon continue, ainsi que permettant une participation effective de toutes ces personnes à l'Assemblée, sont réputés comme étant présents pour le calcul du quorum et de la majorité, sous réserve que de tels moyens de communication soient mis à disposition au lieu de la tenue de l'Assemblée.

14.6 Chaque actionnaire peut voter à une Assemblée par un formulaire de vote signé et envoyé au siège social de la Société ou à l'adresse indiquée dans l'avis de convocation par poste, courrier électronique, télécopie ou par tous autres moyens de communication autorisés par le Gérant. Les actionnaires ne peuvent utiliser que les formulaires de vote mis en disposition par la Société uniquement, contenant au moins le lieu, la date et l'heure de l'Assemblée, l'ordre du jour de l'Assemblée, les propositions soumises à la décision de l'Assemblée, ainsi que les trois cases permettant l'actionnaire, en cochant la case appropriée, de voter chaque proposition favorablement, contre ou de s'abstenir de voter. La Société ne prendra en compte que les formulaires reçus avant l'Assemblée à laquelle ils se rapportent.

14.7 Les formulaires de vote d'une résolution proposée n'indiquant pas un seul choix de vote tel que (i) le vote favorable ou (ii) le vote contre la résolution proposée ou (iii) l'abstention, sont nuls à l'égard d'une telle résolution.

14.8 Le Gérant peut prévoir des conditions supplémentaires devant être remplies par les actionnaires afin qu'ils puissent prendre part à toute Assemblée.

#### **Art. 15. Quorum et Vote.**

15.1 Chaque action donne droit à un (1) vote.

15.2 Sauf dispositions contraires prévues par la Loi ou par présents Statuts, les résolutions adoptées à une Assemblée dûment convoquée ne requièrent aucun quorum de présence et sont adoptées à la majorité simple des suffrages valablement exprimés, quelle que soit la proportion du capital social représentée. Les abstentions et les votes nuls ne sont pas pris en compte.

**Art. 16. Modifications des Statuts de la Société.** Sauf dispositions contraires des présents Statuts, ces derniers peuvent être modifiés par une majorité d'au moins de deux tiers des suffrages valablement exprimés à une Assemblée au cours de laquelle plus de la moitié du capital social de la Société est présente ou représentée. Dans le cas où la deuxième condition n'est pas remplie, une deuxième Assemblée peut être convoquée conformément à la Loi et les Statuts de la Société qui pourra délibérer quel que soit la proportion du capital social représentée et à laquelle les résolutions sont prises à la majorité d'au moins de deux tiers des suffrages valablement exprimés. Les abstentions et les votes nuls ne sont pas pris en compte.

**Art. 17. Changement de nationalité.** Les actionnaires ne peuvent changer la nationalité de la Société autrement que par le consentement unanime de tous les actionnaires.

**Art. 18. Ajournement des assemblées générales des actionnaires.** Sous réserve des dispositions de la Loi, le Gérant peut ajourner toute Assemblée pour quatre (4) semaines. Le Gérant est dans l'obligation de le faire à la demande des actionnaires représentant au moins vingt pour cent (20%) du capital social de la Société. En cas d'un tel ajournement de l'Assemblée, toute résolution déjà adoptée doit être annulée.

#### **Art. 19. Procès-verbaux des assemblées générales des actionnaires.**

19.1 Le conseil de toute Assemblée établit un procès-verbal de l'Assemblée qui doit être signé par les membres du conseil, ainsi que par tout actionnaire sur une simple demande.

19.2 Toute copie et tout extrait de tels originaux de procès-verbaux à produire dans des procédures judiciaires ou à remettre à une partie tierce, doit être certifié(e) copie conforme à l'original par le notaire qui a la garde de l'acte original, lorsque l'Assemblée a été passé sous forme d'acte notarié, ou doit être signé(e) par le Gérant.

### **D. Gestion**

#### **Art. 20. Nomination et Pouvoirs du Gérant.**

20.1 La Société est gérée par DYNAMIC INVESTMENT GP S.À R.L., une société à responsabilité limitée constituée et existante sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ou son successeur de temps à autre, en sa qualité d'actionnaire commandité (le «Gérant»). L'(Les) autre(s) actionnaire(s) commanditaire(s) ni participe(ent), ni s'imisce(ent) dans la gestion de la Société.

20.2 En cas d'incapacité légale, liquidation ou autre situation permanente empêchant le Gérant d'agir en sa qualité de Gérant de la Société, cette dernière ne sera pas immédiatement dissoute et liquidée, à condition que l'Assemblée nomme un gérant remplaçant, conformément au quorum et à la majorité requis pour la modification des présents Statuts. Une telle nomination d'un gérant remplaçant ne sera pas soumise à l'approbation du Gérant.

20.3 Le Gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toutes mesures nécessaires ou utiles pour accomplir l'objet social de la Société, à excepter des pouvoirs réservés par la Loi ou les présents Statuts de la Société à l'Assemblée.

#### **Art. 21. Conflit d'intérêts.**

21.1 Les transactions effectuées entre la Société et le Gérant ayant un intérêt opposé à celui de la Société sont mentionnées dans la résolution du Gérant.

21.2 Tout conflit d'intérêts doit être signalé à la prochaine Assemblée avant la prise de toute résolution portant sur tout autre élément.

21.3 Les paragraphes précédents ne s'appliquent pas lorsque la décision du directeur concerne des opérations courantes effectuées dans des conditions normales.

## **Art. 22. Rapports avec les tiers.**

22.1 La Société sera engagée envers les tiers en toutes circonstances par la seule signature du Gérant ou par la seule signature de toute(s) personne(s) à qui /aux quelles un tel pouvoir de signature a été délégué par le Gérant.

22.2 Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et toute autre société ou entreprise ne sera affecté ou invalidé par le fait que le Gérant ou un ou plusieurs administrateurs ou fonctionnaires du Gérant y sont intéressés, ou sont des administrateurs, associés, fonctionnaires ou employés d'une telle société ou entreprise. Tout administrateur ou fonctionnaire du Gérant agissant en qualité d'administrateur, fonctionnaire ou employé d'une société ou entreprise avec laquelle la Société contracte ou s'engage d'une façon ou d'une autre dans une relation d'affaire ne doit pas, en raison d'une telle affiliation avec une telle autre société ou entreprise, être empêché d'examiner et de voter ou de prendre part dans toutes questions concernant un tel contrat ou une autre relation d'affaire.

## **E. Auditeurs**

### **Art. 23. Réviseurs d'entreprise agréés.**

23.1 Les comptes annuels de la Société doivent être audités par un ou plusieurs réviseurs d'entreprise agréés, nommés par l'Assemblée sur la proposition du Gérant. L'Assemblée détermine le nombre de(s) réviseur(s) et la durée de leur mandat qui ne doit pas dépasser un (1) an.

23.2 Un réviseur d'entreprise agréé peut être reconduit dans ses fonctions ou révoqué à tout moment pour un motif valable (ou avec son approbation) par l'Assemblée, sur la proposition du Gérant.

## **F. Exercice social - Attribution des bénéfices - Dividendes intérimaires**

**Art. 24. Exercice social.** L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et prend fin le trente et un décembre de même année.

### **Art. 25. Comptes annuels.**

25.1 A la fin de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés, le Gérant dresse un inventaire des actifs et des passifs, le bilan et les comptes de profits et pertes conformément à la loi.

25.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, au moins cinq pour cent (5%) seront affectés à la réserve légale. Cette allocation cessera d'être obligatoire dès que et aussi longtemps que le montant total de la réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

25.3 Les sommes affectées à une réserve de la Société par un associé peuvent également être allouées à la réserve légale, si l'associé accepte une telle affectation.

25.4 Dans le cas d'une réduction de capital social, la réserve légale de la Société est proportionnellement réduite à ce qu'elle ne dépasse pas dix pour cent (10%) du capital social.

### **Art. 26. Distributions.**

26.1 Dans la mesure où des fonds peuvent être distribués au niveau de la Société tant dans le respect de la loi que des Statuts, tous les fonds de la Société dépassant les montants nécessaires au maintien de toutes réserves juridiques telles qu'énoncées à l'article 27 ci-dessus ou requis au paiement des frais exigibles de la Société, doivent être distribués dans l'ordre de priorité suivant:

(a) premièrement, à chaque détenteur d'Actions de Commandité, au pro rata de sa détention actuelle des Actions de Commandité à la totalité des Actions de Commandité se trouvant en circulation, jusqu'à ce que chaque détenteur reçoit un montant égal à un rendement privilégié de un virgule cinq pour cent (1,5%) par an (majoré annuellement des arriérés sur la base d'une année de 365 jours) des contributions en capital globales apportées à la Société, à partir de la date à laquelle chaque contribution en capital a été faite jusqu'à la date à laquelle elle a été remboursée, réduit du montant de toute distribution effectuée pendant une telle période à un tel détenteur d'Actions de Commandité sous toute forme autre que dividendes (le «Rendement Privilégié»)

(b) deuxièmement, à chaque détenteur d'Action Commanditaire, au pro rata de sa détention actuelle d'Action Commanditaire à la totalité d'Action Commanditaire se trouvant en circulation jusqu'à ce que chaque détenteur d'Action Commanditaire reçoit un montant de recettes égal à sa contribution initiale au capital de la Société; et

(c) troisièmement, en cas de distribution avant la liquidation de la Société, tout bénéfice supplémentaire restant après les distributions sous (a) et (b) ci-dessus, ne sera pas distribué.

26.1 Aucun intérêt ne sera payé sur le dividende déclaré par la Société et conservé par elle à la disposition de son bénéficiaire.

### **Art. 27. Dividendes intérimaires - Primes.**

27.1 Le Gérant peut procéder au paiement des dividendes intérimaires sous réserve des dispositions de la Loi. Les dividendes intérimaires peuvent être versés au cours du premier exercice sociale conformément aux dispositions de la Loi.

27.2 Toute prime d'émission ou autre réserve distribuable peut être librement distribuée aux actionnaires sous réserve des dispositions de la Loi.

## G. Liquidation

### Art. 28. Liquidation.

28.1 En cas de la dissolution de la Société, la liquidation est effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'Assemblée, décidant telle dissolution et déterminant les pouvoirs, ainsi que la rémunération desdits liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus en matière de la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

28.2 Sauf disposition contraire des présents Statuts, le surplus résultant de la réalisation des actifs et du paiement des dettes est distribué entre les actionnaires proportionnellement à leurs droits tels qu'énoncés à l'article 28. Afin d'éviter tout doute, les détenteurs des Actions de Commandité n'ont droit qu'aux sommes recueillies de la liquidation correspondantes au Rendement Privilégié.

## H. Clause finale - Loi applicable

**Art. 29. Loi Applicable.** Tout ce qui ne fait pas l'objet des présents Statuts est régit par la Loi.

### *Dispositions transitoires*

1. Le premier exercice sociale commence le jour de constitution de la Société et prend fin le 31 décembre 2012.
2. La première assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra en 2013, le 31 mars.

### *Souscription et Paiement*

Trois cent onze (311) Actions émises ont été souscrites et libérées comme suit:

- trois cent dix (310) Actions de Commandité ont été souscrites par DYNAMIC INVESTMENT GP S.À R.L., pour le prix de trente et une mille euros (EUR 31.000,-), entièrement libérées par contribution en numéraire; et
- une (1) Action Commanditaire a été souscrite par Vacon Properties S.A., pour le prix de cent euros (EUR 100,-), entièrement libérées par contribution en numéraire.

Sur ces faits, les Parties Apparentes déclarent souscrire à trois cent onze (311) Actions émises sous forme nominative sans valeur nominale, et de les libérer entièrement par un apport en numéraire d'un montant de trente et un mille cent euros (EUR 31.100,-), représentant cent pour cent (100%) du capital social de la Société.

Le montant de trente et un mille cent euros (EUR 31.100,-) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au Notaire, instrumentant qui le reconnaît expressément.

### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit encourus par la Société ou qui seront supportés par la Société dans le cadre de sa constitution sont estimés à environ à mille huit cent soixante-quinze euros.

### *Résolutions des actionnaires*

Les Parties Apparentes, représentant la totalité du capital social de la Société et se considérant d'être valablement convoquées, ont, par conséquent, adoptés les résolutions suivantes:

1. l'adresse du siège social de la Société est fixée au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.
2. la personne suivante est nommée en tant que réviseur agréé d'entreprise de la Société pour une période prenant fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle des Actionnaires statuant sur les comptes au 31 décembre 2017:

La société à responsabilité limitée REVICONSULT S.à r.l., ayant son siège social à L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider, R.C.S. Luxembourg numéro B 139013.

Dont acte notarié, fait et passé à Junglinster, le jour indiqué au début de ce document.

Le Notaire soussigné qui comprend et parle en langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des parties Apparentes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en langue française; et qu'à la demande de ces même Parties Apparentes, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Et après lecture faite et interprétation donnée au Mandataire des Parties Apparentes, connu du Notaire par ses nom, prénom, état civil et demeure, ledit Mandataire des Parties Apparentes a signé avec le Notaire, le présent acte.

Signé: Alain Thill, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 04 décembre 2012. Relation GRE/2012/4545. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 14 décembre 2012.

Référence de publication: 2012164872/738.

(120217941) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

**JCP Invest S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-4991 Sanem, 159, rue de Niederkorn.  
R.C.S. Luxembourg B 147.464.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012169766/10.

(120223708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**JFL Invest, Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 115.733.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2011 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour JFL Invest*

Société anonyme

Signatures

*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2012169768/14.

(120224353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**JKV European Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2241 Luxembourg, 25, rue Tony Neumann.  
R.C.S. Luxembourg B 83.500.

Ce dépôt remplace le dépôt enregistré à Luxembourg et déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 08.08.2012 sous la référence L120140867.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour JKV European Investments S.A.*

United International Management S.A.

Référence de publication: 2012169769/13.

(120224216) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**Job Networks Group S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix.  
R.C.S. Luxembourg B 144.277.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012169770/9.

(120224731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**Kirschberg Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 129.962.

Par résolutions signées en date du 28 novembre 2012, l'associé unique a décidé de nommer PricewaterhouseCoopers, avec siège social au 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, au mandat de réviseur d'entreprises agréé, avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 30 juin 2013 et qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 10 décembre 2012.

Référence de publication: 2012169772/14.

(120224285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**Kirschberg Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 129.962.

---

Les comptes annuels au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 décembre 2012.

Référence de publication: 2012169773/10.

(120224784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**Kafi Finance, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 20.000,00.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 133.752.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012169782/9.

(120224243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**Kaynes Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 150.377.

---

*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire en date du 20 décembre 2012*

L'assemblée générale extraordinaire a révoqué Monsieur Cyril PALCANI de son mandat gérant avec effet immédiat.

L'assemblée générale a décidé de nommer, en remplacement de Monsieur Cyril PALCANI, comme nouveau gérant Monsieur Daniel ADAM, né à Messancy, Belgique, le 23 avril 1971, avec adresse professionnelle à L-1130 Luxembourg, 37 rue d'Anvers, avec effet immédiat et pour une période indéterminée.

Le conseil de gérance de la société se compose alors comme suit:

(i) Mr. Danny LEE,

(ii) Mr. Laurent GODINEAU,

(iii) Mr. Daniel ADAM.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012169783/18.

(120223987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**KBC Money, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 30.382.

---

*Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Statutaire du 5 décembre 2012*

L'Assemblée réélit Messieurs Wouter VANDEN EYNDE, résidant professionnellement au 6 Avenue du Port, B-1080 Bruxelles, Karel DE CUYPER, résidant professionnellement au 5 Place de la Gare, L-1616 Luxembourg, Lazlo BELGRADO, résidant professionnellement au 5 Place de la Gare, L-1616 Luxembourg et Rafik FISCHER, résidant professionnellement au 43 Boulevard Royal, L-2955 Luxembourg, en tant qu'Administrateurs pour un nouveau mandat de 1 an, se terminant à l'Assemblée Générale Statutaire de 2013.

Certifié sincère et conforme

Pour KBC MONEY

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2012169784/16.

(120223877) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**Killdam Holdings S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 117.475.

HRT FIDALUX SA, ayant son siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen (anciennement 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg), immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 41.178, agent domiciliataire de la société Killdam Holdings S.A., une Société Anonyme, ayant son siège social au 23 Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 117.475 (la «Société»), a décidé de dénoncer le siège de la Société avec effet au 24 décembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 24 décembre 2012.

Pour HRT FIDALUX S.A.

Référence de publication: 2012169785/14.

(120223479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**Killdam Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 117.475.

Monsieur Christophe BLONDEAU, Monsieur Romain THILLENS et Monsieur Nour-Eddin NIJAR ont remis leur démission, avec effet au 24 décembre 2012, de leur mandat d'administrateurs de la société Killdam Holdings S.A., une Société Anonyme, ayant son siège social au 23 Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 117.475 (la «Société»).

H.R.T. Révision S.A. a également remis, avec effet au 24 décembre 2012, sa démission de son mandat de commissaire aux comptes de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 24 décembre 2012.

Référence de publication: 2012169786/15.

(120224219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**Kitty Music S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3415 Dudelange, 11, rue Gaston Barbanson.

R.C.S. Luxembourg B 56.939.

Les comptes annuels au 31-12-2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012169787/9.

(120224718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**Encore Plus Properties II S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.470.700,00.**

Siège social: L-1249 Luxembourg, 2, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 111.140.

In the year two thousand and twelve, on the eleventh day of December,

Before Maître Joseph Elvinger, Civil Law Notary residing in Luxembourg,

Is held an Extraordinary General Meeting of ENCORE PLUS PROPERTIES II S.A R.L., a Luxembourg "société à responsabilité limitée" established in Luxembourg, with registered office at 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, Section B, under number 111.140, incorporated by a notarial deed on 5 October 2005 of Me. Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C dated 4 February 2005 No. 258 page 12367 (the "Company"). The Articles of Association have been lastly amended by a notarial deed on 3 August 2012 of the undersigned notary, published in the Mémorial C on 21 September 2012 No. 2358 page 113173.

The meeting is composed by the sole member, Encore + a Luxembourg fonds commun de placement, established pursuant to part II of the Luxembourg Law of 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment (the "Fund")

represented by and acting through AVIVA INVESTORS PROPERTIES EUROPE S.A., a société anonyme, incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies and Companies under number B 108.475, acting in its capacity as a management company of the Fund (the "Sole Member"),

itself represented by Ms. Irina Heintel, employee, with professional address at 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg with full power of substitution, by virtue of a power of attorney given in Luxembourg under private seal.

Which proxy, after signature ne varietur by the proxyholder and the notary shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Sole Member exercises the powers devolved to the meeting of members by the dispositions of section XII of the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on "sociétés à responsabilité limitée" and takes the following resolutions on the basis of the following agenda.

#### *Agenda*

1. To increase the Company's subscribed capital by an amount of three hundred thousand and two hundred Euro (EUR 300,200.-) so as to raise it from its current amount of one million one hundred seventy thousand five hundred Euro (EUR 1,170,500.-) divided into eleven thousand seven hundred and five shares (11,705) having a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each up to one million four hundred seventy thousand seven hundred Euro (EUR 1,470,700.-) divided into fourteen thousand seven hundred and seven (14,707) shares, of nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each.

2. To issue three thousand and two (3,002) new shares with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each, having the same rights and privileges as the existing shares, so as to raise the number of shares from eleven thousand seven hundred and five (11,705) shares to fourteen thousand seven hundred and seven (14,707) shares, each share having a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-), having the same rights and privileges as those attached to the existing units and entitlement to dividends as from the day of the decision of the Sole Member resolving on the proposed capital increase.

3. To subscribe for these new shares and to accept payment in full for such new shares by a contribution in kind consisting in the conversion of several claims held by the Sole Member towards the Company for an aggregate value of three hundred thousand two hundred Euro (EUR 300,200.-).

4. To amend Article 5 of the Articles of Association, in order to reflect the above resolutions.

5. To request the undersigned notary to record the resolutions resulting from the above agenda.

6. Any other business.

#### *First resolution*

The Sole Member RESOLVES to increase the Company's subscribed capital by a contribution in kind consisting in conversion into capital of several claims for the total amount of three hundred thousand two hundred Euro (EUR 300,200.-), so as to raise it from its current amount of one million one hundred seventy thousand five hundred Euro (EUR 1,170,500.-) up to one million four hundred seventy thousand seven hundred Euro (EUR 1,470,700.-) divided into fourteen thousand seven hundred and seven (14,707) shares, each share having a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-).

#### *Second resolution*

The Sole Member RESOLVES to issue three thousand and two (3,002) new shares with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each, having the same rights and privileges as the existing shares, so as to raise the number of shares from eleven thousand seven hundred and five (11,705) shares to fourteen thousand seven hundred and seven (14,707) shares, each share having a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-), having the same rights and privileges as those attached to the existing shares and entitlement to dividends as from the day of the decision of the Sole Member resolving on the proposed capital increase.

#### *Subscription - Payment*

Thereupon appeared:

ENCORE +, acting through its management company acting through AVIVA INVESTORS PROPERTIES EUROPE S.A, prenamed subscriber, represented by Irina Heintel prenamed, which declared to subscribe to three thousand and two (3,002) new shares and to fully pay them up by the conversion into capital of its unquestionable and immediately payable shareholders' claims, available for the conversion into capital, against the Company and in its favour for an aggregate value of three hundred thousand two hundred Euro (300,200.-) (the "Contribution").

The Contribution of three hundred thousand two hundred Euro (300,200.-) is allocated to the share capital of the Company.

The evidence of existence and of the amount of such claims has been given to the undersigned notary by a statement of account of the company where the said claim appears, and by statements of value signed by the managers of the Company and by the managers of the Sole Member.

#### *Third resolution*

The Sole Member RESOLVES to amend article 5 of the Articles of Association of the Company to read as follows:

« **Art. 5. Issued Capital.** The issued share capital of the Company is set at one million four hundred and seventy thousand seven hundred Euro (EUR 1,470,700.-) divided into fourteen thousand seven hundred and seven (14,707) shares, each having a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-), all of which are fully paid-in».

#### *Expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this document are estimated at approximately two thousand Euro.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing person the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of any differences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with us, the notary, this original deed.

#### **Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille douze le onze décembre,

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée "ENCORE PLUS PROPERTIES II S. à r.l.", ayant son siège social à 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 111.140, constituée suivant acte reçu par Maître Gérard Lecuit notaire à Luxembourg le 5 octobre 2005, publié au Mémorial, Recueil Spécial C numéro 258 page 12367 du 4 février 2005 (la Société) et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire soussigné du 3 août 2012 publié au Mémorial C numéro 2358 page 113173 du 21 septembre 2012.

L'assemblée est composée de l'associé unique, "Encore +", un fonds commun de placement luxembourgeois établi conformément au Titre II de la loi du 17 décembre 2010 relative aux instruments d'investissement collectifs (l'Associé Unique -Le Fonds) agissant par le biais de sa société de Gestion AVIVA INVESTORS PROPERTIES EUROPE S.A. ayant son siège social à 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 108475,

ici représentée par Mme Irina Heintel, employée demeurant professionnellement au 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé qui restera ci-annexée, paraphée ne varietur.

Laquelle procuration, signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps.

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés à responsabilité limitée.

#### *Ordre du jour:*

1.- Augmentation du capital social souscrit à concurrence de EUR 300.200,-(trois cent mille deux cents Euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 1.170.500,- (un million cent soixante dix mille cinq cents Euros) divisé en 11.705 (onze mille sept cent cinq) parts sociales ayant une valeur nominale de EUR 100,- (cent Euros) chacune à EUR 1.470.700,- (un million quatre cent soixante dix mille sept cents Euros) divisé en 14.707 (quatorze mille sept cent sept) parts sociales de EUR 100,- (cent Euros) chacune.

2.- Emission de 3.002 (trois mille deux) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale de EUR 100,- (cent Euros) chacune ayant les mêmes droits et obligations que ceux attachés aux parts existantes et donnant droit aux dividendes à compter de la décision de l'associé unique d'augmenter le capital. 3.- Souscription des nouvelles parts et acceptation de la libération intégrale par apport en nature consistant en la conversion en capital d'une créance détenue par l'Associé Unique sur la Société pour une valeur de 300.200,- (trois cent mille deux cents Euros)

4.- Modification de l'article 5 des statuts afin de refléter les résolutions précédentes.

5.- Requérir le notaire de prendre acte des résolutions prises sur l'ordre du jour.

6.- Divers.

Après approbation de ce qui précède, il est décidé ce qui suit à l'unanimité:

### *Première résolution*

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social souscrit par apport en nature consistant en la conversion en capital d'une créance pour un montant total de EUR 300.200,- (trois cent mille deux cents Euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 1.170.500,- (un million cent soixante dix mille cinq cents Euros) divisé en 11.705 (onze mille sept cent cinq) parts sociales ayant une valeur nominale de EUR 100,- (cent Euros) chacune à EUR 1.470.700,- (un million quatre cent soixante dix mille sept cents Euros) divisé en 14.707 (quatorze mille sept cent sept) parts sociales de EUR 100,- (cent Euros) chacune.

### *Deuxième résolution*

L'associé Unique décide d'émettre 3.002 (trois mille deux) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale de EUR 100,- (cent Euros) chacune ayant les mêmes droits et obligations que les parts existantes, afin de porter le nombre de parts de 11.705 (onze mille sept cent cinq) à 14.707 (quatorze mille sept cent sept) parts ayant une valeur nominale de EUR 100,- (cent Euros) chacune ayant les mêmes droits et obligations que ceux attachés aux parts existantes et donnant droit aux dividendes à compter de la décision de l'associé unique d'augmenter le capital.

### *Intervention - Souscription - Libération*

Intervient ensuite aux présentes Encore + agissant par sa société de gestion Aviva Investors Properties Europe S.A. prénommé, ici représentée par Irina Heintel prénommée, laquelle, par son représentant susnommé, a déclaré souscrire les 3.002 (trois mille deux) parts sociales nouvelles et les libérer intégralement par conversion en capital de partie d'une créance certaine, liquide et exigible, existant à son profit et à charge de la société pour un montant total de EUR 300.200,- (trois cent mille deux cents Euros). (L'Apport)

L'associé unique déclare que cet apport en nature existe réellement et que sa valeur est au moins égale à l'augmentation de capital.

La justification de l'existence, et du montant de la dite créance a été rapportée au notaire instrumentant par la production d'un état comptable de la société où la dette afférente apparaît, par un certificat d'évaluation signé les gérants de la société et par le gérant de l'associé unique.

### *Troisième résolution*

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'associé unique décide de modifier l'article cinq des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 5.** Le capital social est fixé à EUR 1.470.700,- (un million quatre cent soixante dix mille sept cents Euros) divisé en 14.707 (quatorze mille sept cent sept) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent Euros) chacune entièrement libérées.

### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de deux mille euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: I. HEINTEL, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 13 décembre 2012. Relation: LAC/2012/59671. Reçu soixante quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): C.FRISING.

Référence de publication: 2012164876/168.

(120218510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

### **Koppelwee S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7535 Mersch, 12, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 131.474.

Les documents de clôture de l'année 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Mersch, le 27 décembre 2012.

Référence de publication: 2012169789/10.

(120224319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**Kohl & Partner S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 6-8, Op der Ahlkërrech.

R.C.S. Luxembourg B 63.640.

—  
*Extrait du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 31 octobre 2012*

**REPLACEMENT DE DEUX ADMINISTRATEURS ET DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

L'Assemblée accepte, avec effet immédiat la démission de deux administrateurs à savoir:

Mme Manuela Gørgen et M. Robert Langmantel. Elle nomme à cette fonction M. Marc Kernel résidant au 6, rue Enz à -L- 5532 REMICH, et Monsieur Veit Schabbach, résidant à Anton-Caspary-Strasse 3 à -D- 54295 TRIER. Leur fonction prendra fin à l'issue de l'AGO qui se tiendra en 2018

L'Assemblée accepte, avec effet immédiat la démission du commissaire aux comptes: Fides-Inter-Consult S.A. et décide de son remplacement, par la SALCON S. à R. L. sise au 10 an de Laengten à -L- 6776 GREVENMACHER et immatriculée au registre du commerce de Luxembourg sous B 107 576. Sa fonction prendra fin à l'issue de l'AGO qui se tiendra en 2018

*L'Administrateur Délégué*

Référence de publication: 2012169788/18.

(120223940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**Koulin SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 128.643.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012169790/9.

(120224591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**Kymco Lux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4940 Hautcharage, 5, rue Bommel.

R.C.S. Luxembourg B 134.229.

—  
Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2012169791/10.

(120224382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**K4 Communications S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 117.173.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 décembre 2012.

Référence de publication: 2012169792/10.

(120223642) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**Lehwood Holdings S.à. r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 109.957.

Par résolutions signées en date du 21 décembre 2012, l'associé unique a décidé d'acter et d'accepter la démission de Desmond Taljaard de son mandat de gérant avec effet au 1<sup>er</sup> Janvier 2013 et de nommer Sarah Broughton, avec adresse professionnelle au 2 Harewood Place, Londres W1S 1BX, Royaume Uni au mandat de gérant, avec effet au 1<sup>er</sup> Janvier 2013, et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 21 décembre 2012.

Référence de publication: 2012169793/14.

(120224250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

**Les Comptoirs des Andes S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 70.561.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012169794/9.

(120223858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

**Les Comptoirs des Andes S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 70.561.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012169795/9.

(120223859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

**Levanter Real 3 S.à. r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 133.767.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 décembre 2012.

Référence de publication: 2012169796/10.

(120224779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

**Lieb S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2341 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 61.451.

*Rectificatif de l'extrait déposé le 12/09/2012 sous la référence L120156967  
Publiée le 05/10/2012 au Mémorial C n° 2484 sous la référence 2012116519/24*

- Il est précisé que la démission de Monsieur Bruno Bloch de son mandat de Membre et Président du Directoire de la société actée le 6 septembre 2012 est effective à compter du 21 novembre 2011.

Fait à Luxembourg, le 29 novembre 2012.

Certifié sincère et conforme

Pour LIEB S.A.

Signature

Référence de publication: 2012169797/15.

(120222404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**Lion/Hotel Lux 1, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 133.460.

---

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 décembre 2012.

Stijn CURFS

Mandataire

Référence de publication: 2012169799/13.

(120224176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**Lion/Hotel Lux 1, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 133.460.

---

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 décembre 2012.

Stijn CURFS

Mandataire

Référence de publication: 2012169800/13.

(120224177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**La Surveillance Luxembourgeoise S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 55.320.

---

I. Extrait de la réunion du Conseil d'Administration tenue au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, en date du 9 novembre 2012

*4<sup>ème</sup> Résolution:*

Le Conseil d'Administration décide de nommer Monsieur Christophe BLONDEAU, Administrateur, comme Président du Conseil d'Administration jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2014 en remplacement de Monsieur Romain THILLENS.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LA SURVEILLANCE LUXEMBOURGEOISE S.A.

Référence de publication: 2012169804/14.

(120224168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**Lion/Hotel Lux 1, Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 133.460.

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 décembre 2012.

Stijn CURFS

Mandataire

Référence de publication: 2012169801/13.

(120224178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**London Hanover Street S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: GBP 15.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 162.660.

**EXTRAIT**

Suite à la cession de parts intervenue en date du 16 novembre 2012 entre Arelux UK S.à r.l. et LONDON Hanover Street B.V. les 15.000 parts sociales de la Société sont réparties comme suit:

- LONDON Hanover Street B.V., une société à responsabilité limitée (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) régie par les lois des Pays-Bas, ayant son siège social au 62, Hoge Mosten, 4822 NH Breda, Pays-Bas, inscrite au registre de commerce des Pays Bas sous le numéro 56477554 détient 15.000 parts sociales d'une valeur nominale de GBP 1.- chacune.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 décembre 2012.

Référence de publication: 2012169802/17.

(120223555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**Lamazère Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 19.128.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012169806/9.

(120224456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2012.

---

**Dame Blanche S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2560 Luxembourg, 23, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 156.859.

Les statuts coordonnés de la prédite société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012168136/9.

(120221438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2012.

---